

Les hussards de la deuxième ligne

RECUEIL

Avant-propos

Au 17 mars 2020, date du début du confinement, commence ce recueil.

Des professionnels et des bénévoles de la protection de l'enfance, mais aussi des enfants protégés, ont voulu partager leur vécu durant cette période si singulière. Témoignages de ces instants, ils expriment leurs doutes, leurs émotions, leurs colères. Ils se trouvaient derrière la ligne de front sanitaire, en seconde ligne.

Auprès des enfants, des professionnels et des bénévoles se sont fortement investis malgré leurs craintes. Ils sont passés inaperçus. Ils n'ont pourtant pas démerité. Leur action n'a guère été saluée par les gouvernants, ni applaudie à 20 heures.

C'est pour leur rendre hommage que ce recueil a été réalisé, pour les remercier de leur engagement continu et quotidien, aux côtés des enfants et de leur famille.

MON CONFINEMENT

Je fais partie de cette génération qui a connu le progrès, technologique, scientifique, économique, mais aussi l'avènement de l'Europe pacifiée, des libertés individuelles et de l'égalité. Et c'est aussi celle qui aujourd'hui doit répondre devant les jeunes générations d'un laisser-aller coupable face aux risques écologiques et climatiques. La crise sanitaire que nous traversons nous ébranle et nous terrifie face à nos responsabilités. En juste retour, peut-être, c'est aussi notre génération qui se retrouve la plus fragile pour l'affronter.

Comment surmonter le sentiment d'impuissance qui m'étreint, alors que la nature s'épanouit dans ce printemps somptueux ?

Derrière mon ordinateur, comment supporter le désarroi voire le désespoir de ceux qui restent confrontés quotidiennement à ce qui a été et reste le fil rouge de ma vie, la protection de l'enfant et de ses droits ?

Je veux exprimer ici mon admiration pour tous ces personnels engagés au service de l'enfant.

Dès l'annonce du confinement, des mesures ont été prises par le monde associatif afin d'assurer aux enfants dont la garde leur a été confiée les meilleures conditions leur permettant d'affronter cette période.

Il y a lieu certes de regretter quelques décisions hâtives prises par les conseils départementaux voire les juges des enfants de retours en famille prématurés, en ignorant quelle en serait la durée, et quel suivi réel pourrait être mis en place afin de s'assurer de la sécurité des enfants.

Les salariés ont permis par leur présence, au risque de leur santé compte tenu de l'absence de protection pendant bien trop longtemps, la continuité des établissements divers de la protection de l'enfance et des établissements accueillant des enfants en conflit avec la loi. En sous-effectif, sans activités extérieures et en particulier en l'absence de scolarité, il leur a fallu entourer des enfants inquiets du contexte particulier et anxiogène, en souffrance de l'absence de relations physiques familiales, créant des tensions à l'intérieur des groupes pouvant aller jusqu'à des attitudes agressives, voire violentes. Et nous savons que le savoir-faire, mais surtout l'adaptabilité de nombreuses équipes éducatives ont abouti à un dépassement du contexte pour des moments de vie intenses, avec notamment des réalisations envers les plus démunis, les personnes âgées, ou les soignants (dessins, textes, vidéos mais aussi gâteaux et douceurs...)

Mon angoisse grandit chaque jour cependant à entendre ou lire la détresse de tant de familles, mais surtout des enfants. La promiscuité, conjuguée à la précarité ont des effets dévastateurs sur un grand nombre de parents auxquels les enfants sont alors exposés, sans filtre, sans tiers et trop souvent sans recours.

L'absence d'intervention des travailleurs sociaux à domicile ne permet pas de déceler les situations de danger et la mise à l'abri.

Les contacts téléphoniques s'avèrent bien trop souvent illusoires, la parole des enfants restant sous le contrôle parental, et les représailles le cas échéant. Il en est de même des investigations à distance lorsqu'une situation est repérée par le canal d'un appel au 119. Il y a une urgence extrême à doter les intervenants sociaux à domicile du nécessaire assurant leur sécurité et de les inviter ensuite à exercer leur mission en retournant dans les familles auprès des enfants repérés.

Et je ne peux taire ma colère devant le peu de cas accordé aux droits des enfants, qui s'estompent jusqu'à disparaître dans la lutte contre le virus. Il en est ainsi des ordonnances prises en application de la loi instituant un état d'urgence sanitaire qui prévoient en assistance éducative des reconductions de mesures en s'assurant de l'accord de l'un des parents, de l'avis des services éducatifs et qui ignorent totalement la voix de l'enfant.

Je doute que le combat sanitaire justifie l'oubli des acquis des dernières décennies, en matière de besoins fondamentaux et de droits de l'enfant. Je garde l'espoir que le talent humain restera ou se remettra au service de l'enfant, et j'ai la conviction absolue que la CNAPE saura le solliciter.

Josiane Bigot, présidente de la CNAPE

MESSAGE D'UNE DIRECTRICE ADJOINTE À SES PROCHES QUI SE SOUCIENT D'ELLE

Nous sommes confinés mais nous sommes obligés d'être au travail au contact des jeunes, certains déboussolés qui ne comprennent pas la responsabilité qui est la leur de rester confinés ils sortent reviennent tentent de faire rentrer en cachette des amis...

Nous dialoguons, nous recadrons, les professionnels affichent une énergie débordante pourvus des quelques masques et gants (que nous avons réussi à grapiller), ils se sentent un peu plus forts mais tout ceci est bien fragile.

Aucun mot pour la protection de l'enfance aucune facilité de mode de garde pour ceux qui doivent être présents 24/24 aux côtés de ceux qui, au regard de leur souffrance ne peuvent que très difficilement faire preuve d'empathie.

Les soignants, les pharmaciens et les travailleurs sociaux sont des professionnels très exposés pour lesquels un soutien indéfectible doit habiter chacun d'entre nous.

Nous allons tout mettre en œuvre pour traverser ce chaos mais nous en sortirons différents, affectés, abasourdis par tant de grands écarts entre des élans de solidarité et des comportements auto centrés.

Je vous écris d'un seul trait en vous priant déjà de bien vouloir excuser mon ton quelque peu désabusé mais l'énergie constante qui doit m'habiter pour positiver tout acte posé par nos jeunes à tendance à glisser ce jour.

Les chants des balcons parisiens me bouleversent car ils renforcent notre solitude ... demain nous serons au travail et nous aurons retrouvé cette énergie, les professionnels de la protection de l'enfance sont du même bois !

Ingrid

« FAIRE NATION »

Emmanuel Macron compte sur les Français « *pour faire Nation* » discours du 12 mars 2020

Faire Nation c'est posséder ce supplément d'âme que confère le sentiment d'être soudés par quelque chose qui dépasse chacun d'entre nous.

Ces moments sont rares ou il n'y a plus ni Noirs ni Blancs, ni catholiques ni athées ni juifs ni musulmans, ni patrons ni ouvriers, ni bobos ni issus des quartiers populaires, mais tout simplement les Français. On a pu assister à quelques-uns de ces moments de grâce ces dernières années, quand l'équipe de France de football a remporté la coupe du monde, mais également lors des manifestations pour faire barrage à la barbarie après les attentats.

Parmi toutes les identités à la mode (et il y en a), l'identité nationale ne demeure-t-elle pas la seule accessible à tous et capable de faire du commun ? La seule capable de s'élever au-dessus des communautarismes sexuels, ethniques, religieux et raciaux ?

Malheureusement comment faire Nation quand on choisit les moments d'hommage ou de fêtes pour recréer du commun et que la politique au jour le jour conduit souvent à l'inverse ?

Définition de la protection de l'enfance

La loi du 14 mars 2016, puisant dans les valeurs la convention des droits de l'enfant, propose un changement de paradigme en affirmant d'une part la nécessité de centrer les interventions sur l'enfant, et d'autre part le rôle de l'État dans la protection des enfants les plus vulnérables.

La ratification par la France, le 2 septembre 1990, de la convention des droits de l'enfant, en particulier son article 19, a institué la nécessaire prise en compte, par les institutions et l'ensemble des citoyens, du droit de l'enfant à être protégé de toute forme de maltraitances. Au-delà des enfants maltraités, la protection de l'enfance concerne les mineurs en danger ou en risque de l'être.

La loi du 14 mars 2016 propose, dès l'article premier, une nouvelle définition de la protection de l'enfant, centrée sur la prise en compte des besoins de l'enfant.

L'article L112-3 du Code de l'action sociale et des familles précise que : « ***La protection de l'enfance vise à garantir la prise en compte des besoins fondamentaux de l'enfant, à soutenir son développement physique, affectif, intellectuel et social et à préserver sa santé, sa sécurité, sa moralité et son éducation, dans le respect de ses droits. Elle comprend des actions de prévention en faveur de l'enfant et de ses parents, l'organisation du repérage et du traitement des situations de danger ou de risque de danger pour l'enfant ainsi que les décisions administratives et judiciaires prises pour sa protection. Une permanence téléphonique est assurée au sein des services compétents. Les modalités de mise en œuvre de ces décisions doivent être adaptées à chaque situation et***

objectivées par des visites impératives au sein des lieux de vie de l'enfant, en sa présence, et s'appuyer sur les ressources de la famille et l'environnement de l'enfant. Elles impliquent la prise en compte des difficultés auxquelles les parents peuvent être confrontés dans l'exercice de leurs responsabilités éducatives et la mise en œuvre d'actions de soutien adaptées en assurant, le cas échéant, une prise en charge partielle ou totale de l'enfant. Dans tous les cas, l'enfant est associé aux décisions qui le concernent selon son degré de maturité. »

Qu'en est-il en ces temps de crise sanitaire ?

Adrien Taquet a déclaré le 29 janvier 2019 : *« la protection de l'enfance est un angle mort de la République (...) Il y a beaucoup d'enfants que l'on protège et que l'on sauve. Mais il y a un certain nombre d'enfants pour qui la promesse républicaine n'est pas garantie ».*

Les mesures de protection touchent la vie de 340.000 enfants en France, dont plus de la moitié sont placés en institution, en familles d'accueil, ou en lieux de vie ainsi que celle de milliers d'éducateurs et travailleurs sociaux.

Qui fait quoi ? Qui est responsable de quoi ? La concertation avec les Départements, qui sont maîtres d'œuvre de la politique de l'enfance sur le terrain est difficile, le nerf de la guerre (l'argent) semble en être la clef indépassable. L'État et les conseils départementaux se renvoient souvent la balle sur le sujet. Comment offrir plus de sécurité aux enfants de l'Aide sociale à l'enfance ? C'est l'objectif que s'est fixé le gouvernement en présentant une « stratégie » pour la protection de l'enfance, très attendue des associations et professionnels de ce secteur en crise, souvent oublié.

La majorité des mesures annoncées est soumise à une contractualisation entre l'État et les départements, qui ont la compétence de la protection de l'enfance.

Pour Frédéric Bierry, président du Bas-Rhin et chargé des questions sociales à l'Assemblée des départements de France, cette contractualisation est « **une bonne démarche, car elle prend en compte les difficultés et les problématiques différentes** » selon les départements. Néanmoins, « **l'effort n'est pas à la hauteur des besoins de cette politique** », a-t-il réagi auprès de l'AFP, mettant en regard les 80 millions promis par le gouvernement aux 8 milliards d'euros consacrés chaque année à la protection de l'enfance.

Aujourd'hui, faute de décision politique nationale forte, les départements accompagnent de façon disparate les jeunes confiés et les personnels qui les ont en charge. En matière de protection, certains départements distribuent (depuis quelques jours) des masques chirurgicaux, d'autres des masques chirurgicaux plus du gel et quelques masques ffp2, d'autres rien du tout, pourquoi ? En vertu de quelle règle ? Certains sont vertueux et contactent régulièrement les structures et les familles d'accueil, d'autres leur donnent un surcroît de travail en exigeant qu'ils remplissent des tableaux de données actualisées hebdomadairement, d'autres enfin sont aux « abonnés absents »... Alors, en protection de l'enfance, « faire Nation » va être un exercice compliqué si la règle censément commune n'existe pas.

Pour ce qui est de l'Education Nationale, la continuité est basée sur l'usage de l'informatique et de l'internet, quel autre choix ? Cependant, outre le fait que toutes les familles, toutes les structures d'accueil ne disposent pas

de matériel informatique pouvant être mis à disposition des enfants, l'accès au réseau est très inégal. Les zones rurales restent encore les grandes oubliées d'Internet.

Par ailleurs, les débits réels moyens constatés dans les très grandes villes peuvent eux aussi s'avérer bien éloignés de ceux promis. Au total, l'UFC-Que Choisir estime que 10,1% de la population, soit 6,8 millions de personnes, sont privées d'un accès de qualité minimale à Internet, c'est-à-dire plus de 3 Mbits par seconde. Le "bon haut débit" reste pour sa part inaccessible à 19,1% de la population. Soit l'équivalent de 12,8 millions de consommateurs.

Là encore, « faire Nation » va être difficile.

Je ne parle même pas de l'incapacité de certains accompagnants à aider les jeunes dans leur travail quotidien, faute de temps, de compétences spécifiques, ou de décodeur du langage parfois abscons employé par certains enseignants.

Et les Lieux de Vie dans tout ça ?

Je suis le président de la Fédération Nationale des Lieux de Vie, un microbe dans la protection de l'enfance. Les LVA sont des petites structures privées, des "artisans du social", qui facturent leurs prises en charges comme toute entreprise facture ses prestations (à la différence d'être subventionnés) en restant maîtres de leur gestion, mais responsables. Selon la DREES, le nombre de LVA est passé, entre 2008 et 2012, de 384 (Mainaut, 2012) à 451 (Piquet, 2016). Ils accueillent fin 2017 4 382 enfants selon l'enquête Aide sociale contre 2 800 places recensées fin 2012. Les LVA se caractérisent par un accueil de jeunes aux difficultés multiples (pour 71 % d'entre eux) et de jeunes déscolarisés (69 %) (Mainaut, 2012). Les LVA semblent identifiés comme une

solution lorsque les autres possibilités d'accueil ont été épuisées (Minart, 2013), ou pour des séjours dits de « rupture ».

Les LVA sont une solution, où les jeunes que nous accueillons se sentent reconnus, apaisés, stabilisés et se sentent mieux pour préparer leur avenir. Les LVA enfin sont des structures où l'émotionnel prime sur l'institutionnel. **« Le travail de permanent de LVA n'est pas un travail social classique : il n'est pas facilement repérable en termes d'échelle de salaire, de temps de travail, de place « fonctionnelle ». Il obéit à plusieurs registres dont le professionnel n'est qu'un parmi d'autres. La compétence est celle du terrain et de l'expérience et non celle des représentations sociales habituelles du savoir et du pouvoir. L'attention majeure des permanents se porte sur le lien avec les personnes accueillies, avec ses différents registres, particulièrement celui de l'affectivité, et sur le long cours. Il n'entre pas dans la logique du salariat éducatif et de la RTT ! »** Alain Souchay

Projet professionnel, projet personnel, l'imbrication des deux est tellement ténue qu'il ne peut s'agir que d'un engagement profond des personnes dans leur globalité. C'est cet engagement qui constitue la qualité originale essentielle des lieux de vie, les jeunes que nous accueillons ne s'y trompent pas, les services qui font appel à nous le savent quant à eux parfaitement. Si nos petites structures ne sont pas celles qui rencontrent aujourd'hui le plus de difficultés, ce n'est pas le fruit du hasard. C'est l'heure de l'engagement, de la débrouille, du bricolage, nous savons faire, c'est même notre ADN, c'est donc un peu notre heure. Notre autonomie de gestion nous permet souplesse et réactivité, en matière

de ressources humaines notamment. Nous sommes très majoritairement implantés en zones rurales et jouissons généralement d'un cadre de vie agréable fort appréciable en période de confinement.

La plupart des jeunes que nous accueillons le disent, particulièrement en ce moment : « **On est mieux ici qu'ailleurs** ». Certains même ne sont pas si pressés que le confinement prenne fin, on peut se demander pourquoi ? Il me semble que la réponse est à chercher dans la notion de tribu. En effet quelle est la nature du lien commun à tous les habitants d'un LVA ? Ce lien n'est pas familial, il serait illusoire et même dangereux de le croire ou de le laisser croire, qualifions-le de tribal ou clanique au sens de groupe social et culturel. Au sein de la tribu les règles sont communes à tous, les permanents sont les guides, l'autorité, les garants du respect de la règle commune. La notion de tribu s'oppose à celles d'étranger et de dispersion, elle implique une forme d'unité. « **Dans une société où l'individu n'est pas reconnu, ce qui compte avant toute chose, c'est la tribu et le clan.** » De Tahar Ben Jelloun / Le Monde -10 Avril 2003
Dès que l'on vit à plusieurs, il est essentiel d'établir des règles de vie d'autant plus lorsque vous vivez avec des enfants car les règles contribuent à leur donner un cadre qui favorise leur bon développement et d'éviter les angoisses. Au sein de la famille, les règles sont en principe intériorisées, elles vont de soi, elles sont légitimes.

Au sein du LVA les règles ne vont pas de soi, leur intégration n'est pas spontanée. Elles doivent être écrites, non pas pour empêcher la transgression mais pour qu'à toute occasion, on puisse y faire référence. Les règles

doivent surtout être communiquées, et explicitées aux enfants (tous les enfants). Il est en effet important de leur expliquer le sens de la règle pour qu'ils comprennent que cela n'est pas juste une contrainte mais une clé pour rendre possible le vivre ensemble. L'éducation des enfants doit passer par des règles relatives à l'heure du coucher, à l'hygiène, au respect des autres et à la politesse.

Certaines règles sont communes à toute la maisonnée (participer aux tâches ménagères, respecter les autres...) et d'autres, liées au devoir d'adulte nous incombent particulièrement : veiller à l'hygiène ou à la santé des plus jeunes... Les règles du LVA ont pour objectif d'instaurer et de maintenir un climat harmonieux en son sein.

En ce sens le LVA est un embryon du « Faire Nation ».

Ce que nous disent les jeunes, ce qu'ils repèrent très rapidement après être arrivés dans un LVA c'est la permanence de l'attention. Ils en font une différence majeure avec ce qu'ils ont connu jusque-là que ce soit en famille ou en institution. C'est cette permanence, cet engagement qui font la plus-value, de nos LVA cette continuité de l'accompagnement qui permet l'attachement et la reconstruction de l'individu pour ensuite l'amener vers la résilience.

Les lieux de vie et d'accueil se sont distingués historiquement par plusieurs particularités leur donne une place à part dans le champ social :

- accueil de la personne en souffrance et non d'un symptôme ou d'une pathologie,
- accueil de la personne dans la vie quotidienne des accueillants,
- instauration de liens affectifs (aspect « thérapeutique » du vivre avec),

- accueil et soutien apporté à des personnes « **borderline** » ou impossibles à supporter dans des institutions classiques qui les qualifient « incasables »,
- importance de la constance et d'une permanence de mêmes personnes accueillantes dans le temps

Ces spécificités sont reconnues par les services concernés, chacun d'entre nous reçoit plus de demandes que sa capacité d'accueil. Chaque Lieu de vie est unique, il est le reflet de sa propre histoire, du projet que ses créateurs ont initié. Étant l'émanation d'une expérience singulière, le fonctionnement d'un Lieu de Vie n'est pas « modélisable ». C'est cette singularité qui fait toute la richesse des lieux de vie et leur intérêt pour leurs utilisateurs. Les permanents de Lieux de vie sont des individus qui ont choisi de vivre avec l'autre au quotidien et de façon permanente. Chaque lieu a donc un caractère induit qu'il s'agit d'estimer dans chaque indication de placement. Les projets de séjour sont individualisés et l'on cherche l'adéquation entre la personnalité d'un lieu et la personnalité d'un accueilli et non pas la correspondance entre une catégorie diagnostique de trouble et une catégorie d'établissement. C'est du cas par cas, où l'on recherche la possibilité d'une rencontre entre celui qui arrive et ceux qui sont déjà là.

Les acteurs des lieux de vie parlent davantage de démarche que de méthode pour exprimer cette souplesse, cette adaptabilité où chaque projet d'accueil se veut une nouvelle aventure relationnelle dont le chemin se fait en marchant.

Christian Borie
Président FNLV

LETTRE D'UNE OUBLIÉE

Je suis éducatrice spécialisée. Ce métier ne vous dit sûrement pas grand-chose car peu de personnes y sont confrontés. Si vous n'êtes pas un enfant placé, une personne handicapée, une femme violentée ou un SDF affamé, peu de chance de nous croiser...

A l'heure où la France s'est arrêtée, une minorité de gens continuent à travailler, le personnel soignant bien sûr mais aussi... des éducateurs spécialisés. La détresse sociale ne se met pas en pause durant l'épidémie, le confinement aggrave bien au contraire des situations déjà bien affaiblies.

Je vais vous partager un bout d'mon quotidien en toute sincérité et ainsi espérer sortir de la case des oubliés...
J'accompagne des enfants abandonnés, délaissés, maltraités, cabossés par une vie qu'ils n'ont pas choisie. A l'heure où on nous impose cette fameuse « distance sociale », vous allez voir que pour nous c'est juste une terrible injonction paradoxale...

Je suis...

A côté de toi pour t'aider à franchir la porte de la classe,
Derrière toi, dans les gradins, pour t'aider à réussir cette dernière passe,
Devant toi pour te protéger et attendre que l'orage passe,

Tout près de toi pour t'aider à enlever cette carapace,
Loin de toi pour admirer ton envolée, la grande classe !

Je suis...

Cette brise qui t'aide à souffler ta douzième bougie,
Ce vent qui te pousse à exprimer au juge ce que tu vis,
Cette tornade qui te fait sortir de ton lit,
Tantôt le méchant, tantôt le gentil...
Je te prête mes mots quand je te sens bégayer,
Je te laisse mon épaule pour que tu puisses pleurer,
Je te tends la main pour t'éviter de glisser,
Je te prends dans mes bras quand tu es prêt à exploser...
Mon corps est mon seul outil de travail mais il est en
permanence attaqué. Malgré toi, tu essaies parfois de
l'abimer, avec des griffures, des morsures, des coups de
poings ou des coups de pieds...

Je n'ai pas d'arme pour me défendre quand je me sens
attaquée, juste des mots et mes convictions pour t'aider à
avancer... le métier d'éducateur est difficile à évaluer, tous
ces actes ne rentrent pas dans des cases ni dans aucun
rapport d'activité.

Mais moi ce qui me fais vibrer, c'est toute cette partie
immergée, c'est tous ces moments impalpables qui ne
sont pas comptabilisés, des fous rire en pagaille et des
moments à jamais gravés... des émotions qui
s'entrechoquent, on passe du rire aux larmes, l'adrénaline
comme moteur et ma détermination comme seule arme.
Des liens tissés au fil de mois sont solidement ancrés. On
s'est attaché, tu as tiré sur la corde mais on n'a pas lâché,
on a résisté contre vents et marées. Tu nous as détesté,
tu nous as insulté, tu as déversé toute la haine que tu as
contre la société mais on est resté là, on n'a pas bougé.

Ça y est, le lien de confiance est créé, maintenant y'a plus qu'à dérouler...

L'arrivée au foyer t'a souvent fait pleurer, et au moment où tu commençais à te poser vient souvent l'heure de se séparer... J'ai l'espoir que les graines semées puissent prendre sens pour toi dans quelques années...

Partagez, faites tourner, et peut être que ce soir à 20 heures quand vous applaudirez, vous aurez une petite pensée pour nous, les oubliés...

Elodie, éducatrice spécialisée
Espace Adolescents - CODASE

TOUT A CHANGÉ. ET RIEN NE CHANGE.

Vigilance, cette adaptation continuelle à des paysages qui changent. Rien ne change, tout se modifie en profondeur.

Pourtant il y a ce silence.

Il y a le silence du village ; le silence de la rue ; celui du jardin : on en profite, les oiseaux dans le jardin, l'espace et le temps, les rires des enfants de la maison d'en face, ça fait du bien. On se salue d'un bout de la rue à l'autre à l'heure de quelques applaudissements. On se solidarise pour quelques courses, des nouvelles, le partage d'informations et d'un peu d'humour.

Et puis il y a l'autre silence. Celui qui, si jamais on s'arrête pour y penser, soudain nous met le trouillomètre à zéro. Celui qui fait que parfois on se demande pourquoi on fait « ça », qu'on va finir par y laisser notre peau, qu'on devrait tout arrêter.

Le silence de l'ASE. Nous diront-ils, plus tard, "après", qu'on n'imagine pas le boulot qu'ils ont eu ? (C'est vrai : je n'imagine pas. D'ailleurs ce n'est pas mon problème. Je connais la charge de taf sur le Lieu, celle qui ne se calcule plus en temps horaire. Et ça me suffit.) Ce que l'on ne sait pas, c'est ce qu'ils trouveront à nous reprocher. Après. Les contrôleurs. Les petits chefs. Ceux qui déboulaient chez nos collègues, il y a 6 ans, à 8h du

matin, l'un d'eux avait soigné mise en scène et costumes, gabardine de cuir noir : « **le blanc des carreaux de votre cuisine, c'est salissant - votre femme en robe de chambre à 8h du matin, pas normal** » (qu'elle soit enceinte importait peu). Et ça, c'était avant : dans le monde d'avant. Dans le monde d'après, ce sera quoi ? On ne sait pas.

Le jeudi 20 février 2020, notre Association programmait un CDI pour un second poste, avec un groupe de 4 jeunes. Le jeudi 20 février, le Lieu de Vie et d'Accueil recevait un appel : un service annonçait sa décision de retirer une jeune du Lieu 'en urgence". Il était 14h30 : départ organisé pour 15h, un taxi sur le point d'arriver, la jeune informée dès midi, on nous expliquait qu'elle était dans sa chambre en train de faire ses valises. Motif de l'urgence : aucun. Décision unilatérale. Non communiquée en amont. Sans motif. Sans qu'il se ne soit rien passé. Un « désir » de la jeune de "partir ailleurs", à part cela : rien. Aucun préavis. Surréaliste. (Quid du travail d'un travailleur social ?... question en suspens...) Une semaine plus tard, effet boule de neige garanti : départ d'une 2^{ème}, proche de la 1^{ère}, tout juste majeure, organisé par le même département. De plus en plus surréaliste.

Lorsque la pandémie se concrétise sur le territoire, le Lieu a tout juste eu le temps de penser à se réorganiser. Et c'est le confinement qu'il faut mettre en place dans la foulée. On prolonge le contrat de l'Assistante : un peu - pas trop, le budget n'y est pas. N'y est plus, soudainement, brutalement. Aucune admission possible en temps de pandémie. On sécurise l'humain - le personnel sur le terrain.

Avec ce casse-tête, inextricable : Combien de temps vais-je tenir dans le H24 ? Comment faire pour le relais ? Et après ? Combien de temps le Lieu peut-il tenir ?

Et le silence en écho résonne : longtemps. Durablement. Un silence qui vient inscrire quelque chose. Dans un monde de l'après. Un silence dans lequel s'ancre quelque chose en profondeur. Quoi ? On ne sait pas encore. Quelque chose qui marquera quoi qu'il en soit un tournant. Une bascule.

Deux jeunes ici. Pas un mot. Pas un appel. Pas un message. Dans un cas, nous allons à la pêche : nous aurons une réponse. Et un autre silence, quand on demande le suivi de la situation familiale.

Sur le Lieu de Vie et d'Accueil, il y a plus de 10 ans, nous avons inventé à l'arrache (privilège des lieux de vie et d'accueil : réparer en bricolant à l'arrache...) une règle pour un jeune garçon qui nous arrivait du HP : « ***Ici les cauchemars sont interdits - on a mis des pièges, des attrape-cauchemars, ici tu vas dormir la nuit*** ».

Le petit garçon avait écouté (sans doute la seule chose qu'il ait écoutée). Et avait dormi, le temps de son séjour.

Aujourd'hui j'y repense avec un sourire en coin : nous avons oublié de mettre des attrape-cauchemars pour les Permanents. Alors on fait comme les gosses que nous accueillons : on évite d'y penser. On nie et on dénie. On se raconte une histoire. Pour l'instant l'ASE n'existe pas, n'existe plus. Ce silence, je l'ai peut-être inventé. Jusqu'à ce qu'il nous rattrape. Et se commute en bruit. Un jour, plus tard.

Ironie des dates : un courrier postal arrive vendredi 10 avril. Demande d'admission. J'appelle, curieuse de voir comment ce département s'organise, prétend formuler une admission. Et par courtoisie, histoire de prévenir : aux frontières de la Bretagne, confinés, pas d'admission en ce moment. La personne qui répond me prend de haut (mauvaise pioche...): le travailleur social est « en télétravail ». Question annexe : On fait comment une admission « télé-travaillée »? Je laisse un message, bref. Les relations du Lieu avec l'extérieur, désormais, se forgent, mutent et se modifient, non pas demain, mais dès à présent. Vaguement à notre insu. Sur la base de tout ce qui est cumulé. Mis de côté. Nous pourrions toujours nous souvenir : tout ce qu'il y a eu de bien et de bon. Option « pensée positive ».

Il n'empêche : il y aura eu ce silence. Ce silence qui ne nous demande rien, et laisse l'option de pouvoir tout exiger. Ce silence qui n'offre rien, et se laisse la possibilité de tout prendre et reprendre. Un silence qui n'a pas encore de nom, et qui n'a rien d'un partenaire. Ni d'un soutien solidaire.

Non : pas un coup de gueule. Pas le moment pour moi - pas depuis ma place. Maintenant il faut tenir : c'est assez d'énergies mobilisées. Je laisse nos représentants le faire, en toute confiance. Dans le respect, en reconnaissance, de ce que signifie « parler au nom de ».

Ce n'est ni du regret, ni de l'amertume. Et pas seulement un constat. C'est une désolation.

Ici le « vivre avec » n'est plus un projet - dans un confinement (quel mot détestable : qui ne nous parle pas de l'isolement, de la solitude de chacun, des pertes de

repère et de sens) : c'est un défi. Il nous a fallu lutter contre le monumental facteur de stress ajouté par des enseignants plus paumés que les jeunes que j'accueille. (Avec des formules inédites et ô combien dangereuses – « il faut nous parler sinon on ne peut pas vous sauver » ... allô Dr Freud au secours! ...).

Avec des familles naturelles, portées soudainement disparues - ou réapparaissant avec des propos explosifs et explosant en plein milieu du vivre avec. A nous de « faire avec ».

Avec des partenaires qui se sont avérés des ennemis (attaquant dans le dos) - même pas des adversaires (on n'est pas sur un ring : on est dans le médico-social, la nuance est de taille).

Avec nous-mêmes. Nos histoires, nos réalités. Nos budgets limités. Alors que résonnent ces paroles pleines de suspicion : « n'aurions-nous pas trop de fonds ? N'aurions-nous pas « aucun travail finalement c'est facile c'est comme pour nous, tu fais les courses et la cuisine... » ?

Il nous faut lutter - chaque instant, du lever au coucher en passant par les nuits d'anxiété, pour que « nos » jeunes, en plein cœur de cette tourmente, silencieuse et vertigineuse, ne pètent pas les plombs. Ou alors « juste un peu ». Ou alors « pas trop longtemps ». Et cette fois on fera quoi si jamais ils craquent ? On appelle qui ? C'est où les secours ? C'est qui ? Qui est encore dérangerable ? A part nous-mêmes... les « autres » sont sur l'urgence « vraiment importante » – alors : - Qui ?

Lieux de Vie et d'Accueil devenus Lieux de confinement.

Et une responsable d'un service (toujours le même ... pour changer ! Monsieur Audiard vient heureusement à mon secours pour me faire encore sourire de ce que certains osent tout, et que c'est même à ça qu'on les reconnaît) vient dire à l'un d'entre nous : « **Que nos jeunes ont de la chance, par rapport à ceux qui sont confinés en mode exigü en région parisienne** ». Message reçu. On transmettra à qui de droit. « **Tu as de la chance.** » C'est sûr ça va vachement les aider. Merci. Et nous, Permanents dans cette Permanence qui a changé de visage, saurons décoder le message : quelle chance nous avons...Du coup : fermer nos gueules ? Non. Jamais.

Ce n'est pas de la chance. Ce que nous faisons, nous l'avons choisi. Ce que nous n'avons pas choisi, c'est que l'on nous ignore, qu'on nous balaye, « comme si » nous n'avions besoin de rien. « Comme si » il suffisait que nous soyons là pour que tout et son contraire puisse être attendu de nous.

Nous avons besoin de masques : pas seulement par mesure de protection sanitaire. Parce que nous avons besoin que vous vous souveniez, toutes, tous, que nous existons. Que nous sommes là. Que sur les Lieux, rien ne s'est arrêté. Que personne n'a été laissé de côté, au sein de nos Lieux. Et que seuls, nous ne pouvons rien.

Nous avons vitalement besoin que le monde dans lequel nous agissons reconnaisse ce que nous sommes. Rien de plus. Rien de moins.

Admettre, connaître et reconnaître notre existence, nos actions, nos choix, c'est reconnaître la légitime existence de celles et de ceux que nous accueillons et

accompagnons. C'est leur donner une chance de s'en sortir. Et ils sont tout autant que les autres enfants le futur de ce monde.

Au moment où notre Lieu reçoit un message de notre mairie d'implantation pour « faire don de nos masques et matériel de protection sanitaire », ceci n'est pas un coup de gueule. C'est un message de désolation et d'espoir.

Nous sommes là.

La vraie question est : jusqu'à quand ?

Muriel Colas & toute l'Equipe

Lieu de Vie et d'Accueil l'Hirondelle brévinoise

Confiné à Bourgneuf en Retz (44 580)

NOUS, TRAVAILLEURS SOCIAUX

Nous, travailleurs sociaux, sommes également du personnel soignant. Soignants d'une société qui produit des exclus et d'un monde qui ne tourne plus vraiment rond.

Nous sommes soignants des injustices et des disparités, en soins palliatifs des systèmes qui dysfonctionnent.

Nous sommes soignants des fragiles et de ceux qui ont besoin de protection. Nous soignons des enfants, des grands exclus, des personnes handicapées, des personnes exilées.

Comme autant de maux d'une société qui écrit sur le fronton de ses mairies l'égalité et la fraternité, nous soignons pour que chacun puisse y envisager sa place. Nous n'avons ni gyrophare, ni blouse blanche. Nos services de réanimation s'appellent CHRS (centres d'hébergement et d'insertion sociale), 115, Huda (hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile), foyer de l'enfance. Ils sont ouverts 365 jours par an, 24 heures sur 24 et accueillent celles et ceux pour qui il est soudainement devenu vital de trouver un abri.

La misère et la détresse ne se confinent pas. Les angoisses et les craintes non plus. Pour respecter les consignes sanitaires, les portes des établissements se ferment mais elles laissent béantes les blessures et les

peurs. Elles imposent un huis clos précaire où cohabitent des personnes qui ne se sont pas choisies, et restreignent les soupapes que constituent les contacts extérieurs. De soignants, nous devenons alors pompiers.

Il y a peu de professionnels qui puissent se targuer d'un tel engagement de ses acteurs. Le dévouement des soignants dans les hôpitaux – s'il doit être applaudi – ne doit pas éclipser celui des travailleurs sociaux qui, chaque jour, prennent leur service sans disposer de masque ou de gel hydroalcoolique.

Qui chaque jour mettent leurs angoisses personnelles en sourdine pour pouvoir recevoir et accompagner les uns et les autres.

Qui chaque jour s'exposent dans la promiscuité des institutions.

Qui au nom de la continuité des missions qui leur sont confiées ne regardent ni leurs heures, ni leurs congés et font preuve d'une solidarité exemplaire au sein des équipes...

Anonyme

NOTRE QUOTIDIEN A L'EPREUVE

En poste en qualité d'éducatrice spécialisée auprès d'adolescents en centre d'accueil d'urgence, je souhaite témoigner de la situation extrêmement délicate que nous vivons depuis le début du confinement.

Dès la semaine du 16 mars, la quasi-totalité des établissements associatifs du département ont fermé leurs portes, ce qui prive le foyer d'urgence de partenaires précieux et engendre la concentration dans ce lieu, de jeunes aux problématiques particulièrement complexes. Si certaines MECS prennent la décision d'exclure des jeunes à la suite d'actes de violences ou de sorties non autorisées, le centre d'urgence a pour obligation de les accueillir. Cette injonction à la prise en charge au sein d'une collectivité, de jeunes multipliant les prises de risques notamment sur le plan sanitaire (beaucoup de suspicions de Covid-19), nous interpelle. Sans relai, ni solution pour l'orientation de ces adolescents, un climat insécurisant s'est très rapidement instauré.

A l'annulation de l'ensemble des visites/hébergements avec les familles, s'ajoute l'impossibilité de mener un travail de partenariat et de construire un semblant de projet avec les adolescents. De plus, les consignes données sur le plan sanitaire, sur l'organisation du quotidien ou de la scolarité sont changeantes, parfois contradictoires, ce qui plonge l'ensemble du personnel

dans le doute. Nous nous retrouvons dépourvus de réponses claires en direction des jeunes, qui n'ont plus aucune visibilité sur la suite de leur placement. Sans autre interlocuteur, les adolescents manifestent de plus en plus d'hostilité à l'égard des éducateurs présents et la violence psychologique et physique s'est installée. Menaces, vols, agressions verbales et physiques sont désormais le quotidien du petit groupe d'éducateurs qui continue de venir travailler. Car la structure fait également face depuis le début des mesures de confinement à un important manque de personnel qui nous contraint à gérer souvent seuls, une trentaine d'adolescents. Si nous tentons de remplir au mieux nos missions d'accompagnement, il est devenu extrêmement difficile de garantir aux jeunes une protection contre la violence morale et physique qui règne au sein du collectif : bagarres, déclenchement des alarmes incendies jour et nuit, consommation de cannabis, humiliation des plus « faibles », vols d'argent, de vêtements ou de téléphones. La seule réponse à ces agissements quotidiens demeure aujourd'hui l'intervention des forces de l'ordre (quand elles sont disponibles).

Enfin, nous sommes particulièrement inquiets de l'accueil réservé aux jeunes récemment placés (primo-placement), qui découvrent avec effroi l'atmosphère de ce lieu présenté comme « protecteur ». En tant qu'éducateurs, nous souffrons de ne pouvoir leur accorder la disponibilité, l'écoute et le soutien dont ils auraient besoin en cette période sensible. Le travail éducatif est devenu rare voire inexistant, l'essentiel de notre temps étant désormais dédié à la gestion de situations de crises.

Anonyme

JOURNAL DE BORD

18 mars

Pour le CER, le groupe de jeunes est malgré tout tendu, l'angoisse est palpable.

Pour la MECS, certains jeunes ont pu en concertation avec les départements gardiens rentrer chez eux si leur situation le permettait. Ceci étant, peu sont partis. L'effectif est donc important et la vie s'organise avec une mobilisation importante et appréciable des personnels. Le temps est avec nous et le parc de la maison d'enfants permet d'alterner activité d'extérieures et jeux en intérieur. (...) Bref, des enfants qui s'amuse et qui savent prendre le recul nécessaire car évidemment tout n'est pas si rose. Nous avons rencontré des jeunes en larmes qui ne comprenaient pas pourquoi certains pouvaient partir et pas eux. On a pris le temps nécessaire pour expliquer sans inquiéter plus que de raison mais en ayant un discours de vérité. Ces enfants sont étonnants car beaucoup ont facilement compris et ont accepté une réalité pourtant terriblement douloureuse.

19 mars

Une salariée est arrêtée ce jour et a consulté pour des symptômes ressemblant fortement à ceux du COVID19. Évidemment, elle est en confinement chez elle. Cela reste pour le moment et je l'espère une situation isolée. C'est

quelqu'un de consciencieux pour l'application des mesures barrières mais ça ne garantit pas tout... Peut-être une fausse alerte car elle est habituée aussi aux infections pulmonaires diverses... Ma plus grosse inquiétude pour le moment est l'effet sur certains salariés à un niveau psychologique. Les enfants sont apaisés dans l'ensemble.

27 mars

Sur la MECS, la couverture du planning est maximale. Les embauches ponctuelles de stagiaires et les mises à disposition extérieures ont permis de garantir un encadrement permettant des prises en charge tant collectives qu'individuelles. L'humeur des adultes est plutôt bonne et se répercute sur le public.

Il faut évidemment rassurer tous les jours mais les professionnels font preuve d'un réel investissement et d'initiative au quotidien. Certains grands ados nous aident, y compris dans certaines activités.

Sur le CER, après une première semaine qui s'est bien déroulée avec quelques tensions ponctuelles, j'ai le sentiment que les choses se sont posées. Les jeunes restent paisibles et les professionnels sont rassurants. Les éducateurs font leur travail avec une énergie louable.

3 avril

Sur la MECS, on a senti en début de semaine une certaine tension de la part de certains jeunes. Une jeune a éprouvé des difficultés à l'idée de ne pas voir sa maman et quelques-uns ont verbalisé ces mêmes besoins. En tout cas, même si les contacts sont réguliers par téléphone, l'angoisse liée à l'absence de date de fin de confinement est palpable. Là encore, la discussion, la mise en œuvre

de visio-conférence ont permis de faire baisser les tensions. Je pense aussi que le planning de la semaine (devoir le matin, activités sportives, jeux l'après-midi...) permet aux jeunes de se changer les idées et d'avoir une vie plus « normale ». Le rituel rassure ...

Petit moment de plaisir : une jeune a noté derrière un tableau qu'elle a donné au chef de service et à moi-même : « merci de tout ce que vous faites pour nous ». Même si tout se passe plutôt bien, on reste vraiment sous pression et lire cela, c'est plaisant. On n'attend pas de « merci » pour notre travail, c'est notre travail... mais franchement quand ça arrive, c'est sympa !

On anime tous les mercredis matin un atelier sportif. Je suis toujours épaté du potentiel et de l'envie de ces enfants, moyennant qu'on ne s'offusque pas de leur indiscipline et qu'on les encadre avec patience. On leur a fait faire un petit duathlon (course à pied, vélo, course à pied) sur un parcours aménagé dans le parc et ils se sont vraiment donnés à fond. Mercredi après-midi, ils ont, avec un éducateur, désherbé une butte de terre pour y faire un terrain de cross. Professionnels et enfants ne manquent pas de ressources !

Sur le CER, en ces temps de confinement, les inquiétudes et angoisses des mineurs accueillis pourraient vite se décupler si nous ne poursuivons pas une activité soutenue s'approchant de celle que nous avons en temps normal. C'est pourquoi, il nous paraît primordial de proposer aux jeunes un emploi du temps bien rempli comme à l'accoutumée tout en ne sortant pas de l'enceinte de l'établissement. Il est vrai que l'espace, aussi

bien intérieur, qu'extérieur dont nous disposons permet aux éducateurs d'animer du lundi au vendredi des ateliers professionnels en espaces verts, ainsi qu'en petits travaux du bâtiment. Nous animons également un atelier de cuisine tous les matins, avec la maitresse de maison qui prend un jeune avec elle pour confectionner le déjeuner et le diner. Des séances de code de la route et d'accompagnement scolaire ont également lieu très régulièrement.

7 avril

Lundi matin, une éducatrice ayant travaillé durant le week-end a déclaré des symptômes de la maladie. Conscient du risque que peut présenter une contamination venant de l'extérieur (par les professionnels qui tournent sur la structure), des masques ont été distribués au personnel. Mis à part un « look » plus médicalisé, rien n'a changé dans notre prise en charge et les jeunes ont plutôt bien compris la démarche.

10 avril

Sur la MECS, es activités se poursuivent: devoirs scolaires, sport (beaucoup de vélo ! le terrain de cross plait beaucoup !). Les jeunes ont maintenant une véritable passion pour les cabanes ! Nous avons fait élaguer des arbres dernièrement et les branches servent à construire des yourtes ! Il a fallu renouveler le stock de cordelettes et de bâches. Bref, la vie d'enfants !

Globalement cependant, l'établissement reste très calme et l'ambiance est bonne. Le week-end de Pâques se prépare avec chasse aux œufs en chocolat ! bref, une

semaine passée encore avec une collectivité qui vit plutôt sereinement cette période étrange mais extrêmement instructive.

Certains enfants se révèlent étonnamment adaptés sur ce quotidien à la fois cadré mais souple. Ils semblent pour certains comme libérés de contraintes comme l'école ou les retours en familles... En tout cas, si certains sont angoissés, la grande majorité semble complètement épanouie dans ce contexte. Leur comportement est très positif, le lien avec les adultes semble se renforcer. Nous aurons l'occasion de faire le bilan de ce confinement mais j'ai le sentiment qu'on va en sortir grandis en termes d'expériences.

Nicolas Boigeaud,
directeur général de l'ADIASEAA

AUX COTES DE NOS « OUBLIES »

Ici sur le Lieu de Vie et d'Accueil Le Bois Margaux, qui s'étend sur deux lieux distincts, avec en accueil 10 jeunes de l'ASE pour 4 adultes (6 généralement mais nous avons deux arrêts maladie).

Je puis affirmer que personne n'a mangé personne !

Un peu d'humour ne fait pas de mal, surtout en ces temps incertains. Je peux, actuellement, noter à quel point nous sommes une force, parmi les acteurs et les différentes structures d'accueil pour les jeunes de l'ASE. Grand nombre de professionnels des départements se mettent en arrêt ou chômage partiel, contrairement à bon nombre d'entre nous, pour ne pas dire quasiment tous qui sommes là au côté des jeunes.

Loin de moi, l'idée de jeter la pierre, mais qu'aurions nous fait de nos jeunes, de ces « oubliés » ? Ici les jeunes n'ont pas la chance de pouvoir retourner en famille, car même pas de week-ends possibles en temps normal pour la plupart et pour ceux qui le pourraient, le département a fait le choix de suspendre les hébergements en famille.

Alors, en Permanente Responsable de lieu de vie et d'accueil, nous accueillons, avec nos enfants pour beaucoup, et nous brodons, créons, inventons, désamorçons ! Et oui, parce que nous devons souvent gérer les crises, seuls et avec nos propres moyens.

La république se souviendra-t-elle de nous quand tout rentrera dans l'ordre ? Se rappellera-t-elle que nous avons protégé nos enfants et ceux des autres ? Ici nous avons 6 jeunes et nos 5 enfants, soit onze jeunes, pour deux adultes, et sur l'autre maison 4 jeunes pour deux adultes et leurs 3 enfants. Nous tenons.

Chaque jour nous innovons, nous réinventons le quotidien, mais nous ne promettons pas de ne pas être épuisés au bout du compte. Pourtant, le département saura malgré tout qu'il pourra compter sur nous. Et pourtant... Nous manquons de reconnaissance, de soutien, de protection.

Les départements appliquent leur politique, leur loi, et même se mettent hors la loi, pour parfois appliquer une chasse aux sorcières, souvent par méconnaissance de notre travail, mais souvent par jugement trop hâtif. Notre indépendance, faisant notre force, est malheureusement trop souvent mal perçue.

Alors j'ose espérer, que lorsque nous aurons passé cette période historique, nous ne tomberons pas dans l'oubli, et que, nous aussi, aurons un peu plus de valeur à vos yeux. Nous ne vantons pas nos structures comme étant LA réponse à tout, mais nous sommes pleinement conscients de la complémentarité de nos lieux de vie avec les foyers, et les Familles d'accueil. Vous souhaitant en bonne santé, veuillez agréer mes respectueuses salutations.

Émeline Dugain

Permanente Responsable LVA Le Bois Margaux

Vice-Présidente FRLV

Trésorière FNLV

LETTRE À ADRIEN TAQUET

Monsieur le Ministre,

L'état d'urgence sanitaire impose, nécessairement, des aménagements du droit commun pour adapter les modalités des placements des mineurs confiés par le juge des enfants à l'Aide Sociale à l'Enfance.

Mais cette lettre a pour objet de porter à votre connaissance les remontées de terrain sur de graves dérives consistant, pour l'ASE, à modifier les conditions des droits de visite des parents sans respecter les principes fondamentaux découlant de l'article 8 de la Convention de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Je me permets de préciser que je parle au nom de familles qui vivent dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire celles qui vivent avec moins de 40% du revenu médian, soit 694 euros par mois pour une personne seule. Cette extrême pauvreté touche 2, 2 millions de personnes en France.

En plusieurs endroits, les droits de visite ont été complètement interrompus ou uniquement remplacés par un simple contact téléphonique une fois par semaine sans décision du juge et sans consultation préalable des parents et des enfants. Aucune mise en relation par des moyens audiovisuels, visio conférence ou vidéo par

téléphone, ne paraît avoir été organisée alors que cet outil, très apprécié par les jeunes, paraît particulièrement adapté au maintien des relations familiales.

L'absence de participation des parents et des enfants à l'élaboration des décisions sur le droit de visite constitue non seulement une violation de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales mais aussi une atteinte grave et discriminatoire à leur dignité.

Alors que les conséquences du confinement sur les enfants sont encore mal connues, la suppression des relations entre parents et enfants ou leur limitation à un simple contact téléphonique une fois par semaine, constitue une atteinte disproportionnée à leur droit d'entretenir des relations.

Alors qu'il existe dans le pays une mobilisation générale afin de maintenir la qualité des relations humaines, notamment par skype ou dispositifs équivalents, il est difficilement acceptable que les services de l'aide sociale à l'enfance puissent s'affranchir de cette dynamique, sans écrit et sans justifier de démarches pour remédier à cette situation.

J'en appelle à vous pour répondre au plus vite à ce grave dysfonctionnement de ce service public, et j'espère qu'une solution pourra être rapidement trouvée.

Je vous remercie pour votre attention et vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de toute ma considération.

Claire Hédon
Présidente d'ATD Quart Monde

LE JOURNAL DE CONFINEMENT DE LIONEL TILLIEU

JOUR 1

Mercredi 18 mars. Premier jour à quatre à la maison. Journée ensoleillée, les enfants ont pu profiter du jardin. Pas encore de nouvelles de la maîtresse, j'imagine qu'il faut le temps de s'organiser. Ce midi, apéritif en famille, jeux l'après-midi ; Mathilde avait fait un gâteau au chocolat pour le goûter. Petit air de vacances !

JOUR 2

Jeudi 19 mars. Première tonte de l'année ! J'adore l'odeur de l'herbe coupée. Les arbres sont en bourgeons, les tulipes sortent de terre, les premiers jours de printemps sont toujours agréables ! Foot avec les enfants qui ont fini par se disputer, comme toujours. La vie s'organise tranquillement.

JOUR 3

Vendredi 20 mars. Les premiers devoirs sont tombés pour Mathis : révisions sur les divisions. Surtout rester calme...Léa fait des dessins pour papa et maman. Trop mignon.

JOUR 5

Dimanche 22 mars. Le jardin est au carré, on dirait Versailles ! Comme quoi il y a toujours du bon à prendre ! Mathilde a les mains dans la farine la moitié du

temps : gare aux kilos en trop ! Léa a épuisé la moitié du stock de pages blanches, c'est moche pour la planète. Côté divisions, on rame...

JOUR 7

Mercredi 25 mars. Si Mathis me demande encore une fois ce qu'est un dividende, je lui fais manger son cahier ! Léa a enfoncé toutes les pointes de feutres et chouine à longueur de journée.

Mathilde s'est lancée dans la confection d'un gâteau roumain à la purée de marrons et aux pruneaux. Est-ce vraiment une bonne idée ? Le temps commence à sembler long.

JOUR 10

Samedi 28 mars. Je crois que mon fils est con, j'ai abandonné la division. On a une semaine de retard sur le travail envoyé par la maîtresse. J'ai vomi le gâteau aux marrons.

JOUR 11

Dimanche 29 mars. La caisse à outil est nickel, j'ai rangé mes clefs plates par ordre de grandeur, les marteaux par ordre croissant de poids. J'ai trié tout ce qui pouvait se trier dans la maison : clous, vis, boutons, punaises (par couleurs), slips... Je commence à voir flou.

JOUR 14

Mercredi 1^{er} avril. On continue sur le passé simple. La décence m'oblige à me taire...

JOUR 15

Je rédige une lettre à l'attention du pape pour faire canoniser la maîtresse de mon fils. J'ai envie d'écouter

Céline Dion en passant l'aspirateur dans le garage.
Je crois que ça ne va pas le faire.

JOUR 16

Vendredi 3 avril. « **Les enfants prenâmes le goûter sur la terrasse** ». Bon c'est fois-ci c'est clair, Mathis n'aura pas non plus le prix Nobel de littérature...

J'ai envie d'épouser sa maîtresse... je crois que je commence à délirer... Léa regarde la télé H 24.

Mathilde a commencé une pièce montée à cinq étages.
Je ne le sens pas trop. J'ai déjà pris cinq kilos...

JOUR 17

Samedi 4 avril. Je crois que j'ai chopé un Gilles de la Tourette avec ce putain de passé simple de merde !

La pièce montée s'est cassé la gueule.

J'ai des hallucinations, les dessins de ma fille me parlent !

JOUR 18

Dimanche 5 avril. Pour la première fois de ma vie, j'ai prié Dieu...

JOUR 19

J'ai bouffé la page du livre de conjugaison. Problème réglé...

JOUR 20

Passé la journée à chercher le chien, on l'a perdu !

JOUR 21

Merde, c'est vrai, on n'a pas de chien ! J'attaque ma cinquième bière de la journée. Léa ressemble à un lapin qui aurait attrapé la Myxomatose.

JOUR 30

36 mars. Je suis sûr d'avoir vu passer la maîtresse de Mathis dans la pâture derrière chez nous : elle promenait son Bescherelle en laisse. Je vais reprendre un ricard ...

JOUR 31

J'ai les dents qui grattent, je transpire des yeux. Je me rends compte que mon slip est à l'envers. Comme je le porte au-dessus mon pyjama, j'ai l'air encore plus con.

JOUR 32

An 3020 après ma belle-mère. Plus de farine dans les magasins, Mathilde est prostrée sur une chaise dans la cuisine, elle fait la conversation au four. Mathis essaye de diviser le passé simple. Léa bave devant la télévision. Les stocks de Ricard sont épuisés. Au secours...

JOUR 40

37 avril 2028. Oh putain on a remonté le temps ! Il se passe des trucs bizarres... Il y a une dame dans ma cuisine qui pleure en regardant le four, je ne sais pas du tout qui c'est. Et cette petite assise dans le coin qui regarde en ricanant, elle me file les jetons. De toute façon je ne sais plus comment je m'appelle. Je ne sais même plus pourquoi j'écris. C'est la fin...

JOUR 50

Il s'est passé quelque chose. Il y a des gens partout, on entend « **c'est fini !** », « **C'est fini !** », « Plus de confinement ». Je ne sais pas ce qu'il se passe. Je sors pour voir. Je m'y reprends à trois fois avant de savoir enfin passer la baie vitrée. Je respire à pleins poumons. Je tombe dans les pommes. Direction les urgences.

JOUR 60

Vendredi 15 mai. Reprise du travail depuis une semaine. Mathilde, Mathis et Léa vont bien. La vie a repris son cours normal, si ce n'est que j'ai du cholestérol, du diabète, des troubles de la personnalité (mon double ne parle qu'au passé simple et cherche à diviser tout ce qu'il peut, c'est un peu pénible...).

Mais bon nous en sommes sortis vivants ! Rendez-vous demain chez la psy, 15h30...

Lionel Tillieu

« **Ça fait deux semaines qu'ils restent H24 ici, puisque les écoles sont fermées. Nous avons dû réinventer totalement notre fonctionnement** », raconte Juliette Jeantet. « Ils » ce sont des enfants. Pas les siens, bien qu'elle ait la charge de leur apporter un cadre rassurant, structurants d'autant plus en période de confinement. Juliette est éducatrice spécialisée aux Alizés, une Maison d'enfants à caractère sociale de Saint-Romain-au-Mont-d'Or.²² enfants de 4 à 18 ans y sont confinés.

Recréer des rituels

Certains retournaient dans leur famille le week-end, d'autres voyaient leur famille pour quelques heures en visite dite médiatisée. Ils ne le peuvent plus. Beaucoup doivent faire avec des troubles du comportement et aucun n'a connu un début de vie rêvée, rendant leur placement nécessaire. « **Nous avons des rituels bien rodés qu'il a fallu remplacer par d'autres** », raconte Juliette. La journée se découpe entre le suivi scolaire en l'absence d'école, les repas, les temps libres et les activités qui remplissent les journées. Chaque éducateur y va de sa compétence propre : atelier bricolage le matin pour repeindre un coin de la propriété, composition d'une chanson et tournage du clip, cours de taille de pierre...

Colo... pas vraiment

A la vue du grand parc verdoyant qui entoure la Maison des Alizés, on se dit qu'elle est belle la colo ! Mais la carte postale a son verso. **« Nous ne sommes pas dans l'occupationnel. Notre objectif est qu'ils gardent une trace positive de ce que l'on fait et de ce qu'ils font. Ils ont cette tendance permanente à vouloir se dévaloriser. Alors nous lançons des graines d'espoir pour qu'elles germent »**, résume Juliette Jeantet. Et le contexte est finalement propice à la germination...

« Ils ressentent de la tristesse, bien sûr. Mais il y a aussi beaucoup de sagesse dans leurs réactions et de solidarité entre eux », reconnaît l'éducatrice qui poursuit : **« pour la première fois de leur vie, ils ne sont pas les seuls rejetés de l'histoire. Nous sommes tous confinés et coupés en partie ou totalement de nos familles. Il s'en dégage un truc presque familial. »** Mais pour l'éducateur il faut rester en éveil car la submersion des passions n'est jamais loin pour ces enfants, surtout quand il n'y a aucun sas de décompression, faute d'école ou de famille.

A la lessive !

Il a fallu aussi réinventer un fonctionnement d'équipe qui a perdu 30 % de ses effectifs depuis le confinement. Une MECS, ce sont des éducateurs, mais aussi des veilleurs de nuit, des maitresses de maison, des équipes en cuisine et du personnel administratif. Des fonctions peu interchangeables *a priori*. **« Encore plus en ce moment que d'habitude, il faut être proche des équipes, explique Nathalie Marichal qui dirige les Alizés. Il faut encore plus échanger, plus de solidarité et ont fait les lessives si les maîtresses de maison ne sont pas là ! »**

Mutualisation RH

Pour compenser la baisse d'effectifs, les Alizés ont bénéficié de renforts en CDD mais aussi des capacités du Prado, l'association gestionnaire a mutualisé ses ressources au travers de ses 35 établissements sur la région Auvergne-Rhône-Alpes. Sabrina Boumaiza monitrice éducatrice est venue prêter main forte à Juliette, en provenance de l'Institut Elise Rivet, fermé, qui scolarise des enfants en situation de handicap, dont l'un deux réside aux Alizés. Pour assurer le déjeuner, c'est encore les cuisines de l'Institut Elise Rivet qui sont restées ouvertes. Et la mutualisation dépasse les frontières du Prado, puisque la caserne de pompier de Cusset (Villeurbanne) a proposé de libérer un pompier d'astreinte la nuit pour suppléer à l'absence d'un veilleur. « Nous recréons du commun et du sens. Je pense que tout le monde, enfants et adultes, sortira grandi de cette galère », résume Nathalie Maréchal. Mais si les Alizés sont parvenus à assumer l'intensification de l'activité, Juliette relève : « ***certaines foyers sont débordés, en sous-effectif et travaillent dans des conditions très difficiles ! Là où la crise du social était déjà présente, elle ne l'est que davantage.*** »

#DERRIÈRELESMASQUES 06

« *Il faut se remettre dans les épithètes !* » soupire Sabrina Boumaïza en gardant le sourire dans la voix. La monitrice-éducatrice de 37 ans, s'est éloignée du groupe qu'elle accompagnait dans leur travail scolaire pour nous parler au téléphone. Cela fait presque deux semaines qu'elle a rejoint la Maison des enfants des Alizés Saint-Romain-au-Mont-d'Or) où vivent, confinés, 22 enfants de 4 à 18 ans. Habituellement, elle travaille à l'Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (Itep) Elise Rivet, à 20 minutes de là. Les deux organismes sont gérés par la même association, Le Prado, qui a mis en place une mobilité professionnelle temporaire pour tenter de suppléer aux besoins des établissements devant rester ouverts. A l'Itep, Sabrina intervient sur le champ éducatif auprès des élèves en situation de handicap, en soutien avec l'équipe pédagogique. L'institut ayant fermé depuis le 16 mars, elle s'est portée volontaire pour prêter main forte à l'équipe des Alizés, confrontée à une intensification de leur activité, du fait de la présence des enfants en journée, alors que 30 % des effectifs manquent à l'appel.

Maintenir le cadre

Ce renfort est tout sauf un luxe. La protection de l'enfance supporte mal le sous-effectif qui touche pourtant de nombreux établissements durant cette crise sanitaire. C'est un travail de dentelle, précis dans sa progression et fragile dans son édification. La priorité d'une maison

d'enfants, comme les Alizés, est donc de préserver un cadre structurant et rassurant pour des enfants qui, jusque-là, ont été bousculés par la vie, confrontés au pire, que ce soit les violences, les addictions, la sous-nutrition...

« Les enfants ne veulent pas s'attacher car ils savent que je ne suis pas là pour longtemps. Ce n'est pas évident pour eux, ce sont des enfants qui ont de grosses carences affectives », analyse Sabrina qui s'est donc mis au service de l'équipe pour assurer au mieux sa mission.

Mobilité de crise

La jeune femme de 37 ans connaît d'ailleurs bien l'un des enfants placés puisqu'elle s'en occupe à l'Itep Elise Rivet : Rayan (le prénom a été modifié), souffre de troubles du comportement. **« On tente de faire 2 heures de travail scolaire par jour, mais c'est difficile pour lui comme pour les autres. Ils ne retrouvent pas la temporalité et le cadre habituel de l'école qui dit, on s'y met ! Et puis ici il y a ses copains. »** Mais on y arrive... **« J'apporte ce que je sais, puisque j'évolue d'habitude dans un environnement scolaire... »**

Le passage de l'Itep à la maison des Alizés s'est organisé naturellement. Les deux établissements sont gérés par la même association, Le Prado, qui compte 35 établissements (foyers, maison d'enfants, Itep, structures d'insertion...) avec 550 salariés sur la protection de l'enfance dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. Cette solution, gérée face à l'urgence, permet d'assumer au mieux la continuité du service, là où il ne peut s'arrêter et d'apporter une motivation supplémentaire aux salariés coupés de leur quotidien professionnel du fait de la fermeture de leur site.

Capitaliser sur l'inédit

Le terme du confinement reste flou. Mais Sabrina sait déjà avec quoi elle repartira ce jour-là. « *J'avais des contacts avec les éducateurs au sujet de Rayan, mais maintenant on se connaît et je comprends beaucoup mieux la difficulté de leur mission*, relève Sabrina. *Quand ce sera difficile pour lui d'y retourner, surtout après un weekend en famille, je saurai mieux dire à Rayan en quoi il a intérêt à être à la MECS,* ». Ah ! Dernière chose : « *à la rentrée, je pourrai aussi expliquer aux profs de l'Itep que Rayan a fait ce qu'il a pu sur le travail scolaire, j'y étais !* »

COUPS DE BLUES

Mardi 17 mars 2020, nous avons mangé rapidement et nous sommes tous devant la télévision à 20h pour l'allocution du Président de la République. Les jeunes écoutent attentivement. Emmanuel Macron annonce un confinement national. Les 7 adolescents présents nous demandent alors à mon collègue et moi s'ils pourront continuer d'aller à leurs activités sportives, à leurs sorties libres, de voir leur famille, ce à quoi nous répondons que malheureusement pendant cette crise sanitaire et jusqu'à nouvel ordre, plus personne ne sera autorisé à sortir sans autorisation et sans motif valable.

Leur vie ainsi que la nôtre vont être totalement chamboulées à partir du lendemain.

Plus les jours passent, moins nous sommes en capacité de tenir le rythme que nous avons imposé pour le travail scolaire. Nous sommes de moins en moins nombreux à travailler et donc à pouvoir proposer des activités pour occuper tous les jeunes. Ceux qui sont accueillis depuis un moment tournent en rond car leur situation n'avance pas. Les foyers ont bloqué les admissions de peur de faire entrer le virus. Les adolescents « incasables » comme on les appelle lorsqu'ils sont hébergés de foyer en foyer se retrouvent tous accueillis dans un seul foyer d'accueil d'urgence. L'ambiance de travail est pesante pour tous les

éducateurs – le peu que nous sommes car beaucoup sont en arrêt pour garde d'enfants, peur du virus ou bien encore malades du COVID-19. C'est donc une équipe fatiguée qui accueille des adolescents en grandes difficultés et qui décident de faire leur loi. D'ailleurs, pour certains le confinement ne les empêche pas de sortir et ils fuguent tous les jours. C'est aussi à cause de cela que les collègues sont en arrêt, pour se protéger et protéger leur famille. La seule chose que nous puissions faire face à cela est de dissoudre le groupe. Les jeunes qui posent le plus de problème et avec lesquels le travail n'est pas possible sont orientés à l'hôtel avec chacun des éducateurs intérimaires. C'est la seule solution qui est trouvée pour garder la tête hors de l'eau et reprendre le travail avec les jeunes. D'autres jeunes plus calmes subissent aussi cette ambiance. Certains ont pu être orientés en famille d'accueil.

A ce jour, la plupart des adolescents accueillis sont des primo-placements. Nous voyons les effets du confinement ; les relations déjà compliquées en temps normal se sont dégradées entre adolescents et parents ; d'autres jeunes qui arrivaient à souffler en sortant du domicile ont maintenant peur pour leur vie et se sont réfugiés auprès des commissariats qui les ont emmenés au foyer.

Pour nous, éducateurs, concilier temps individuel avec chaque jeune pour discuter de leur situation, apprendre à les connaître et être présent sur le groupe devient difficile. En effet, nous proposons des jeux, du sport, des ateliers pâtisseries mais l'ennui est malgré tout présent et conduit les jeunes à trouver d'autres occupations telles que les histoires entre eux et les bagarres. Par ailleurs, ils

ne semblent pas concernés par les mesures barrières qui leur ont pourtant été expliquées par des professionnels de la santé ainsi que les effets du coronavirus. Les jeunes se sentent invincibles et nous nous épuisons à les reprendre sur les distances à respecter entre eux.

De plus, nous sommes nous aussi confinés et il est difficile de se changer les idées après le travail. Tout cela nous rend plus irritables, moins patients et moins compréhensifs, ce qui n'arrange pas nos relations avec les jeunes. En effet, pour eux, ce confinement implique de rester enfermés avec des personnes qui étaient des inconnus encore quelques jours auparavant. Ces ados sont donc privés de voir leurs amis et leur famille et obligés de respecter un nouveau cadre, de nouvelles règles et de nouvelles personnes. Ce qui nous fait tenir, c'est le retour des collègues qui étaient arrêtés ainsi que l'aide des collègues volontaires qui viennent régulièrement. Concernant notre sécurité, nous avons depuis quelques semaines des masques à notre disposition. Cependant, il est difficile de travailler avec car notre principal outil de travail est la discussion et lorsque nous portons un masque, si nous voulons qu'il soit efficace nous ne devons pas y toucher, pas nous hydrater, etc.

Les bons moments partagés avec les jeunes me manquent et j'en suis venue à me remettre en question quant à mon choix de travailler dans ce domaine. Actuellement, ce n'est même plus de l'éducatif que nous faisons mais surtout du « gardiennage ». Nos limites sont mises à rudes épreuves durant cette crise et lorsque cela sera terminé j'espère que nous en tirerons tous des leçons.

LETTRE À JACQUES TOUBON

Monsieur le Défenseur des droits,

Au cours de la réunion téléphonique que vous avez bien voulu nous accorder le 18 mars 2020, nous avons convenu de vous saisir rapidement de situations relevant de la protection de l'enfance et caractérisant, selon notre analyse, des violences institutionnelles pour des familles suivies au titre de la protection de l'enfance vivant dans l'extrême pauvreté, qu'ATD Quart Monde accompagne.

Je me permets de préciser qu'elles font partie des 2,2 millions de personnes qui, en France, vivent avec moins de 40% du revenu médian, soit 694 euros par mois pour une personne. Ce dossier est sur le point d'être finalisé. Mais l'état d'urgence sanitaire impose, hélas, de vous saisir sans délai des remontées de terrain sur de graves dérives consistant, pour l'ASE, à modifier les conditions des droits de visite des parents sans respecter les principes fondamentaux découlant de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme.

L'ordonnance 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions non pénales tente de respecter ces principes : suspension des droits de visite et d'hébergement par décision motivée du juge, maintien des liens entre l'enfant et sa famille par

tout moyen y compris un moyen de communication audiovisuel. Malheureusement, il semble que, fréquemment, cette ordonnance ne soit pas respectée, compte tenu des dispositions prises par certains services sociaux depuis le début du confinement.

En plusieurs endroits, il nous est signalé que les droits de visite ont été remplacés, purement et simplement, par des contacts seulement téléphoniques une fois par semaine, sans décision du juge et sans consultation préalable des parents et des enfants. Aucune mise en relation par des moyens audiovisuels, visio-conférence, skype, ou vidéo par téléphone, ne paraît avoir été organisée de manière systématique alors que cet outil actuel, très apprécié par les jeunes, paraît particulièrement adapté au maintien des relations entre l'enfant et sa famille .

Si une enquête statistique « flash » a été mise en place par le ministère de la Solidarité et de la Santé sur le fonctionnement des établissements et services de l'aide sociale à l'enfance pendant la période de confinement lié au Covid 19, les modalités du maintien du lien entre parents et enfants ne figurent pas parmi les thèmes étudiés.

Alors que les conséquences du confinement sur les enfants sont encore mal connues, les services de l'aide sociale à l'enfance ne paraissent pas avoir pris des précautions suffisantes pour maintenir de la manière la plus appropriée qui soit les liens entre les parents et les enfants qui leur sont confiés. La suppression pure et simple des droits de visite, sans concertation avec les parents et les enfants, l'absence de recherches de

solutions adaptées, portent atteinte aux droits fondamentaux découlant de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que de l'article 9 de la Convention internationale des droits de l'enfant qui imposent la proportionnalité des mesures constituant des ingérences dans le droit de vivre en famille et la participation adéquate à ces mesures des parents et des enfants .

Il semble que la lettre adressée le 21 mars 2020 par le Secrétaire d'Etat Adrien Taquet aux présidents des Conseils départementaux puisse avoir été à l'origine de ces dysfonctionnements graves du service public.

Je vous prie de croire, Monsieur le Défenseur des droits, à ma respectueuse considération.

Claire Hédon
Présidente d'ATD Quart Monde

COMPILATION

J'ai proposé à nos « Mômes » le télétravail. Ils ont retenu « Télé »... LOL ! Je confirme... On bosse, comme à notre habitude, jours après jours, mois après mois...

Depuis leurs contrées lointaines, dans leur monde très très à part, certains sont à des galaxies de nos actions... tellement atypiques mais efficaces... avec nos moyens, nos esprits créatifs, nos forces de propositions, d'initiatives... Il y a longtemps que nous sommes habitués à faire beaucoup avec pas grand-chose... Au moins, nous agissons 24h/24h.

Le confinement se poursuit et rentre dans une routine mais les jeunes attendent maintenant avec impatience la date du 11 mai pour retrouver les copains à l'école sans véritablement comprendre ce qui va réellement se passer et avec de nombreuses questions : « ***C'est pas dangereux ?*** » « ***C'est pas trop vite ?*** » « ***Si y'a l'école pourquoi pas Mac Do ?*** »

Notre département nous a demandé notre effectif en personnel pour faire une estimation de nos besoins en masques. Tous les mardis, il faut renvoyer au département notre situation sanitaire, il aurait fallu établir un PCA mais nous n'avons pas le temps de faire

ça en pleine crise. Il y a également une vidéo conférence pour les LVA le mardi mais la connexion ne passe pas pour nous. Nous avons essayé de commander des masques par nos propres moyens mais les délais sont très très longs donc nous avons fait un atelier couture et chaque jeune s'est fabriqué un masque en tissus ! Notre plus grosse difficulté au quotidien, s'est assurer l'école à distance, c'est l'enfer, chaque école, chaque prof a sa façon de travailler et les jeunes n'ayant pas d'ordinateur, c'est aux éducateurs de passer des heures pour récupérer les devoirs le matin pour ensuite les renvoyer faits le soirs, impossible de leur faire voir toutes les vidéos ou les cours en visio-conférence et on a des remarques ensuite par certains profs parce que les jeunes ne peuvent pas faire tout ce qu'ils demandent. Vivement la fin !

Commence par les rassurer nos charmants politiques qui sont à des milliers d'années lumières de nos préoccupations ... Ils déclenchent le confinement avec l'école à domicile mais ferment les magasins d'informatique, ils nous promettent des masques, des PC, des bouquins, depuis 3 semaines et rien ... Rassure les on bosse on s'occupe des gamins pendant qu'eux sont incapables de faire autres choses que des beaux discours et puis le COVID disparaît le 11 mai non, ça doit être vrai car moi l'ARS en Bretagne elle a déjà disparu après 15 premiers jours de mails envoyés non-stop !!!!!

Toujours pas de Masques

Ce « faire nation » m'a ému et synthétise très bien la genèse mais aussi la pertinence de notre engagement. Nous (vous) devrions (iez), le faire lire, pas seulement transmettre, à tous les décideurs et acteurs tant nationaux que locaux mais aussi à ceux de nos amis voire confrères qui ont dévié du vivre ensemble et qui, souvent, demandent plus de moyens, plus d'aides car le vivre ensemble a disparu au profit d'une dérive institutionnelle....

Pour ma part je m'interroge sur un axe qui me semble essentiel et si je ne me trompe pas, je n'ai pas encore entendu de débat sur cette question, celle des besoins affectifs des enfants qui pour la plupart ont des troubles excessifs de l'attachement. C'est une question éthique, loin des préoccupations matérielles, certes importantes aussi. Comment pouvons-nous appliquer les directives d'une distance posée ainsi auprès des enfants sans réfléchir sur les répercussions que cette distance peut engendrer pour eux d'un point de vue psychoaffectif ? Je suis de mon côté choquée que ceci ne soit pas mis en avant. Au LVA, La Résilience, nous avons choisi, nous permanents responsables de continuer à lire des histoires aux enfants, de les cajoler, de soigner leur petits bobos (nous accueillions des enfants âgés de 4 à 18 ans), les embrasser... Bref répondre à notre mission de protection, et celle de développement entre autre psycho affectif. Enfin d'éviter de rajouter des traumatismes sur des traumatismes. **« Dites-nous de quoi vous avez besoin, on vous expliquera comment vous en passer »**. Ah si Coluche était toujours là.

RETOUR DE CONFINEMENT

Le 20 avril 2020,

« Je suis psychologue dans une association (loi 1901) financée par le département du Nord. Je travaille en institution avec des enfants placés en foyer ou en famille d'accueil. Je travaille aussi avec des enfants qui vivent au domicile de leurs parents. Par ailleurs, je suis thérapeute psychanalytique de groupe et de famille et clinicienne de concertation. Ceci m'amène à travailler avec des membres des familles en détresses multiples et à chercher des cadres de travail adaptés à des contextes parfois très singuliers. »

L. a vu des familles qu'elle accompagne subir un rythme « militaire » pour les devoirs scolaires, imposé par les enseignants qui ne se rendaient pas compte des conséquences familiales de leur consignes.

(Je lui raconte, dans le même ordre d'idées, le coup de fil inquiet d'une maman de Lille qui me demande où est-ce qu'on peut acheter ce qu'il faut pour faire un hôtel à insectes... What ?? L.'IME de son ado avait envoyé des suggestions d'activités que cette mère fort impliquée (et fort inquiète) dans la scolarité de son fils prenait au pied de la lettre. « Je trouve ça où des pommes de pin ?? »)

L. continue à travailler avec certaines assistantes familiales en visio. Les visites aux enfants à domicile de leur famille d'accueil ne vont pas de soi. Des assistantes

familiales, chez qui des enfants très jeunes allaient très mal, lui ont même refusé de discuter avec ses petits patients sur le trottoir devant leur maison. Peur qu'elle ramène le virus dans la maison à l'occasion d'une visite pour un entretien psy. Ça se comprend, mais attention, confusion protection / enfermement ! Perte de vue des besoins des enfants, au-delà du risque du microbe !

Les deux premières semaines, quand traverse Lille Sud en voiture pour tenter des visites à domicile, des personnes toquent à la vitre au feu rouge : « on n'a rien à manger, on a faim ». Les premières fois, n'a que du liquide à leur donner, mais ils ne le prennent pas : « les magasins ne prennent plus l'argent liquide ». Maintenant elle anticipe et prend de la nourriture pour pouvoir en donner.

Mais ça a l'air d'aller mieux de ce point de vue depuis qq jours. Peut-être que l'aide alimentaire s'est enfin organisée. Les services sociaux ont certes beaucoup travaillé depuis le début du confinement, mais par téléphone, ce n'est pas pareil.

Certains besoins ne peuvent pas être résolus à distance !

Ex : une jeune de fille, moins de 25 ans, mère d'un enfant placé (*c'est pour ça que L. la connaît*), est en manque de méthadone. Et suite à une erreur de la CAF, plus de RSA depuis janvier, CMU également suspendue. La jeune fille, en crise de manque, refuse pourtant absolument d'aller à l'hôpital.

L. va faire *physiquement* le tour des médecins jusqu'à en trouver un qui accepte de faire une ordonnance de méthadone ; puis le tour des pharmaciens jusqu'à trouver celui qui acceptera d'avancer à cette femme son substitut.

Situation totalement insoluble à distance !! Et l'état de manque est une urgence vitale...

Elle trouve que les choses ne vont pas en s'améliorant pour les enfants, les parents, les pros, d'une façon globale au fur et à mesure que les semaines de confinement passent. Tombe sur un enfant en larmes, pieds nus, dans la rue à Lille Sud. Gamin en crise (environ 12 ans), lui explique qu'il vient de s'engueuler avec sa mère. L. lui demande le numéro de sa mère, l'appelle, lui explique qui elle est, qu'elle va faire un tour dans le quartier avec son garçon le temps qu'il aille mieux, et pendant ce temps, « vous la maman, vous aurez un peu de temps pour faire baisser la pression aussi ». Elle marche et discute avec le gamin puis le raccompagne chez lui. Il lui a raconté qu'il était suivi au CMP avant le confinement mais que ça s'est arrêté.

L. pense que l'arrêt des suivis sociaux et psychologiques (fermetures UTPAS, CMP...) va avoir un impact massif à moyen terme. Elle suit en ce moment une maman, à Valenciennes, qui a 2 enfants déjà placés (***dont un dans le foyer où elle travaille***), et 2 à la maison, 18 mois et 2,5 ans. Le WE dernier les voisins ont appelé (***qui ? Le 119, qui aurait marché cette fois ? La police ?***) en entendant la mère crier et les enfants pleurer. Sans évaluation, sans concertation, placement d'urgence pour 7 mois le temps d'évaluer la situation. L. dit que si elle avait été prévenue elle aurait pu faire quelque chose, elle a un bon lien avec la maman, il y a de la confiance entre elles, elle aurait pu l'apaiser par téléphone. Et elle se serait déplacée si besoin, parce qu'***elle*** continue à se déplacer ! Son foyer aussi aurait pu proposer quelque chose, prendre les

enfants le temps nécessaire pour tout le monde de souffler un peu, etc.

« On me le reprochera peut-être, mais un petiot de 3 ans qui pleure parce qu'il n'a pas vu ses parents depuis très très longtemps, ça ne se console pas à 1m de distance. Si je n'y arrive pas autrement, je le prends dans mes bras. »

La pauvreté : facteur aggravant de toutes les autres difficultés. Question du logement, taille ou salubrité, question de l'accompagnement social en suspens, psychologique, des liens et soutiens amicaux et familiaux empêchés par le confinement... Double peine, triple peine.

Au foyer où elle travaille, ils ont « rendus » certains enfants à leurs parents, ceux qui étaient en semaine en foyer et le WE dans leur famille. Le foyer a fait en sorte de compléter ce nouveau fonctionnement d'une aide financière aux parents qui ne pouvaient pas nourrir leurs enfants toute la semaine.

Certaines familles tirent bénéfice de ce nouveau fonctionnement : certains arrivent à « faire famille » correctement dans ces conditions difficiles : L. le consigne bien pour que ça joue en leur faveur dans le dossier de placement.

Exemple d'un père et de son garçon de 9 ans. Ça se passe assez bien depuis le retour du jeune. Le papa a une relation de confiance avec L., ils s'appellent, il lui dit quand il pense avoir mal géré une situation, ils discutent de comment faire mieux la prochaine fois. L. envoie un écrit au magistrat tous les 15 jours en décrivant le travail qu'ils font ensemble et son analyse à elle de la situation (**je ne lui ai pas demandé si l'analyse du papa y figurait aussi**). L. a bien expliqué au monsieur que ce qu'ils faisaient-là n'était pas une évaluation de retour à domicile, parce que toutes les conditions de la vie

quotidienne normale ne sont pas là : « Quand je dis qu'il ne s'agit pas d'une évaluation pour le retour, c'est pour dire que les conditions actuelles sont plus rudes que ce que nous aurions dans le cas d'une tentative de retour à domicile. En effet, si nous étions dans cette configuration de travail, Monsieur aurait plus de ressources extérieures pour faire face (école, centre social, aide au devoir, famille...). Aujourd'hui, il doit faire avec lui-même et les 4 murs de son petit appart. »

L. est quand même dans l'expectative quant à la façon dont les choses vont se passer pour ces parents qui font la preuve qu'ils se débrouillent, quand le foyer va rouvrir : on va leur demander de rendre leur gosse comme s'il ne s'était rien passé ??

Globalement, les parents jouent bien le jeu, ils parlent franc, ne minimisent pas les difficultés ou les erreurs commises. ***Je lui pose la question de la qualité des relations avant la crise*** : elles étaient déjà bonnes, beaucoup de confiance souvent.

L. est fort inquiète quant aux conséquences de la séparation familiale pour les enfants restés placés.

Un petit bonhomme, 24 mois, en famille d'accueil. Les parents n'ont pas les moyens techniques de faire des appels visio. Depuis que L. l'a su, elle donne rdv aux parents, 1 fois par semaine, devant l'église de leur commune, et ils appellent leur petit avec son téléphone à elle. ***(mais encore fallait-il qu'elle le sache... si les pros ne communiquent plus entre eux, ce genre de solution ne peut pas être trouvée !...)*** Pendant 4 semaines, ça a marché comme ça, le petit semble bien comprendre ce qui se passe. Et mardi dernier, pleurs, hurlements, réclame de les VOIR. La distance était devenue insupportable.

L. assure qu'il y a moyen d'organiser des rencontres en toute sécurité. Les consignes sanitaires sont : 2m d'écart, gants, se laver les mains : OK, c'est faisable ! Le risque est supérieur à refuser complètement ces visites de ses parents à ce petit garçon, mais sur un autre plan que somatique. Or ces autres risques sont complètement occultés en ce moment.

L. accepte de mettre un masque pour rencontrer les enfants chez leur assistante maternelle (celles qui veulent bien) : c'est très dur pour elle de faire ça mais elle a conscience que c'est un compromis nécessaire pour prendre en compte les peurs des professionnels. Quand on lui parle de « distanciation sociale » (ce terme lui est insupportable), elle répond « proximité raisonnée »)

Et quand on parle des mots : « Je pense que le vocabulaire qui tend à accentuer la fracture et le délien est vraiment un aspect à aborder quelque part. Certaines institutions parlent maintenant d'une « reprise de l'activité sur un mode dégradé »...et les professionnels s'approprient le terme... Quel effet sur eux-mêmes, et sur les personnes qu'elles accompagnent ?? »

Peur cultivée par les politiques et les médias a des conséquences graves, psychologiquement et socialement : idée que l'extérieur est dangereux, que seul ce qui est à l'intérieur des portes closes est sain. Suspicion généralisée les uns envers les autres. La peur entraîne des réflexes archaïques chez tout le monde, qui se traduit par un enfermement. Ce n'est pas à attiser. C'est dangereux pour toute la société.

Les enfants dont elle s'occupe au foyer comprennent très bien les raisons du confinement. Elle travaille avec eux par groupe de 8, bien éloignés les uns des autres. Certains, très agités d'habitude, restent plutôt calmes dans ce nouveau contexte, et sans forcément un coût psychologique important apparemment. Les enfants ont bien compris que c'est eux qui « donnent le virus aux adultes ». *(Une jeune fille étudiante en travail social m'a également raconté que des jeunes d'un foyer avaient pleuré quand des éducateurs étaient tombés malades du Covid, en se sentant coupables de leur avoir donné la maladie).*

« Enfin, je ne t'ai pas parlé du travail thérapeutique de réseau soutenu par la Clinique de Concertation qui est sûrement un outil précieux pour soigner les liens dans les situations de grandes détresses. Si les collectivités et institutions pouvaient avoir le moyen de développer ces actions, cela pourrait peut-être permettre que « demain soit moins pire qu'hier »...

Mme L.L., psychologue en protection de l'enfance en Nord Pas de Calais – Entretien téléphonique
Notes de Céline Truong, département Petite Enfance – Famille *(Précisions, réactions, ajouts... en italique.)*

RESTER PRESENTS QUAND TOUT S'ARRETE

A travers cet écrit, je témoigne de la dureté de mon quotidien en tant qu'éducatrice au sein d'une villa éducative depuis le 17 mars, date à laquelle l'annonce des fermetures des écoles a été déclaré ainsi que le début du confinement.

Cette villa accueille 4 jeunes enfants âgés de 8 à 11 ans vivant des situations familiales et personnelles complexes et souvent sujet à un premier placement. Ces enfants arrivent sur leur lieu d'accueil, en étant dans une incompréhension de leur situation, plein de culpabilité pour qui l'expression de leurs émotions passe majoritairement par le passage à l'acte. Au quotidien, l'équipe tente de leur apporter de l'apaisement, une continuité dans leur vie en exerçant un accompagnement adapté à leur besoin et en soutenant le maintien du lien familial quand il est possible.

Depuis ce 17 mars, je remarque et je vis des situations de plus en plus difficiles marquées par la douleur de la séparation des parents et des enfants qui perdure.

Ces douleurs se manifestent de différentes manières : par des propos- « **maman me manque** » « **je veux voir maman** »- des pleurs des parents et enfants accueillis- du repli sur soi - de l'agressivité dirigée envers l'équipe ou encore des crises nécessitant parfois des contentions qui

s'accroissent de jour en jour avec le confinement.

Par ailleurs, certains suivis ou prises en charge sont actuellement suspendus et nous laisse seul face à ces situations très complexes, ce qui nous demande d'être à tout niveau au presqu.

Cette situation nécessite à chaque professionnel d'être dans une vigilance constante, ce qui nous plonge dans de l'épuisement et de l'inquiétude face à cela. Elle nous demande d'être à beaucoup de place, à réinventer nos pratiques afin de continuer d'accompagner des enfants et de maintenir le lien avec leurs familles en respectant le cadre exceptionnel posé. Tout cela dans l'urgence. Chaque jour, je suis traversée par ces douleurs du quotidien, par cette fatigue, par cette peur d'être à mon tour, touchée par le virus. Nous mettons une partie de nos vies de côté avec l'annulation des vacances, le réaménagement des plannings, l'épuisement et surtout l'exposition aux risques de contamination auxquels nous sommes quotidiennement confrontés afin d'assurer nos missions.

Je suis consciente que le contexte actuel génère de l'angoisse, du stress tant aux enfants qu'aux adultes confinés chez soi. Les éducateurs, maîtresses de maison, veilleur de nuit, techniciens de maintenance restent sur le terrain face à ce virus, pour continuer à accompagner ses enfants loin de tout, alors que tout ou presque tout, s'arrête autour de nous. Néanmoins, les internats de la protection de l'enfance restent ouverts afin de protéger ces enfants car leur vie, elle, ne s'arrête pas.

Anonyme

CHERS PROFESSEURS

Je me permets ce mail afin de vous faire part de ma « surprise » à la lecture de mails ou appels de certains d'entre vous. En effet il est reproché à plusieurs de nos jeunes, qui je le rappelle sont placés par les services d'aide sociale à l'enfance, un manque de travail voire une absence de travail.

Mon mari et moi-même gérons un lieu de vie et d'accueil pour adolescents « dits difficiles ».

Contrairement à ce que la plupart des gens pensent, nous ne sommes pas famille d'accueil (qui sont aussi très importantes dans l'offre de prise en charge des enfants de l'ASE) le nombre d'accueils est « censé » être de trois enfants maximum. Nous accueillons 6 adolescents entre 12 et 18 ans. La plupart avec un parcours scolaire chaotique voir une rupture avec ce monde, découlant de carences éducatives importantes. Comme dit l'adage il n'y pas de fumée sans feu... Je ne cherche pas à leur trouver des excuses... Nous les motivons quotidiennement...Un ado ordinaire ne l'est jamais vraiment, alors un ado étiqueté « incasable » propos souvent hélas tenu dans leur dossier pour certains... demande malheureusement « pour la société » plus d'attention.

Nous avons fait le choix de partager notre vie avec ses jeunes, non pas incasables » mais inclassables ! Oui, ils

ne suivent pas le chemin tracé que tout écolier *lambda* prend. Celui-ci ayant eu, par chance, un parcours soutenant, par des parents aimants et sans doute doté d'un étayage plus solide.

Nous ne prétendons pas avoir un pouvoir magique et tout régler... Si cela était si simple... L'ASE n'existerait plus, et nous non plus.

Nous les découvrons, les observons chaque jour, allons gratter des blessures encore à vif en en acceptant le revers de ce travail humain...

Un animal a qui vous tentez de retirer un débris de verre bien ancré, que va-t-il faire ? Il va vous falloir l'apprivoiser pour pouvoir atteindre cette plaie. Après des heures, des jours, des mois, il acceptera avec confiance, de soigner cette blessure. Il lui aura fallu prendre conscience que celle-ci l'handicape et est bien trop énergivore... Nos jeunes ont respecté scrupuleusement les règles du confinement. Contrairement à certains adultes que l'on a pu voir malheureusement aux informations. Nous avons exigé de leur part comme pour nos trois filles (et oui cela amplifie « la classe ») d'être levés à 7 h, être propres et habillés et prêts à travailler pour 9 h. Cela vous paraît normal et en aucun cas extraordinaire, mais certains n'ont pas connu de routine et les règles primaires d'hygiène et de savoir-être sont aussi à reprendre à zéro. Nous avons mis à dispositions nos ordinateurs perso et professionnel (3 au total).

Habituellement nous avons une équipe d'éducateurs et une maîtresse de maison. Mon mari et moi-même avons pris la décision de mettre en chômage partiel ou garde d'enfants l'équipe du LVA. Mesure de protection que nous

ne regrettons absolument pas, puisque nécessaire. En plus du chamboulement lié à ce confinement et de leur placement par l'ASE, chacun des jeunes se donne à 100 %

Lorsque je regarde les bulletins du deuxième trimestre envoyé par vos établissements, force est de constater, qu'ils ne font pas partie pour la plupart, du peloton de tête... Alors pensez-vous que nous éducateurs aux multiples casquettes (repas pour 15 personnes, enfants en bas âges, bébé de 6 mois, intendance...) n'ayant pas votre pédagogie, ni le savoir-faire qui est le vôtre, pourrions-nous leur faire aimer les maths, le français les langues....

Là où vous avec grand professionnalisme je n'en doute pas, n'avez pas réussi ? De plus quand je lis des réponses de professeurs aux mails de certains de nos jeunes évoquant eux-mêmes leur profonde tristesse de ne pouvoir voir leur famille, je trouve cela indécent... Nous adultes, avons-nous le droit de nous épancher sur nos difficultés et frustrations liées à ce confinement ?? Mr Blanquer qu'en pensez-vous ? N'invertissons pas les rôles. Vous travaillez pour « L'EDUCATION NATIONALE » !!

Face à des jeunes ayant peu ou pas de relations avec leurs familles et ce, même en dehors du confinement... Vous osez vous plaindre pour quelques semaines ? Comment voulez-vous ne pas créer de tensions dans la tête de ces adolescents, que tout le monde oublie, sauf lorsque que des grandes chaînes nationales les utilisent telles des bêtes de foire... Vous finissez par tous établissements confondus, leur demander comment ils vivent leur confinement ? En leur rappelant que certains devoirs n'ont pas été envoyés... Et bien je vais vous répondre, tout du moins pour les jeunes que j'accueille.

Et bien ils gèrent le quotidien, leurs devoirs avec les lacunes sont les leurs, avec le souci de réseaux internet saturés, avec l'angoisse des informations... Sans compter les tensions exacerbées par l'angoisse du futur, de la promiscuité... Nous n'avons jusqu' à ce jour déploré aucun blessé...

Ils nous aident mon mari moi et mes enfants, pour gérer le quotidien d'une si grande « famille » ... Chacun est responsable d'un poste précis et cela fonctionne. Et ça Mesdames et Messieurs les Professeurs, cela est réjouissant. Ils apprennent à s'organiser face à une crise sanitaire sans précédent !!!

Alors, s'il vous plaît, soyez indulgent, envers ces adolescents, à qui la vie demande déjà tant...

Anonyme

CORRESPONDANCES PENDANT LE CONFINEMENT

Le 2 avril

Ton message me fait vraiment plaisir. Il me rappelle la vie dehors. Et non, je suis restée à Paris. Ce fut trop tard pour partir. Et du fait de mes obligations professionnelles, il valait mieux que je reste. Et donc, je suis confinée dans un petit appartement, en télétravail. Avec des moments de pression vu les difficultés dans la France entière. Heureusement, j'ai un chat et je vois la Seine. J'aurais aimé m'occuper de mon jardin, de ma maison. Mais le télétravail m'accapare et j'aurais été certainement frustrée à proximité de mon jardin, de ne pas avoir le temps de m'y consacrer. Le télétravail c'est du matin au soir, c'est du plein temps.

Le 5 avril

Ce temps magnifique me donne le moral. Voir nettement le ciel à Paris, le jour comme la nuit, des oiseaux, des canards, parfois des cygnes sur le Seine. Le calme sur les quais. Quel contraste entre leur liberté et notre confinement !

J'ai beaucoup de chance de profiter de ce spectacle en ce moment.

Le 15 avril

Tu as bien de la chance d'être au vert. J'imagine ce cadre bucolique et j'en rêve. J'ai envie d'espace, d'arbres, de

fleurs, d'animaux. J'adorerais d'ailleurs être entourée d'animaux. De chants d'oiseaux. J'aime entendre les merles, les rouge-gorge ... Et le bruit de la mer.

Aujourd'hui comme chaque jour, et heureusement, le ciel est bien bleu, et j'assiste au lever du soleil. C'est une grande chance. La Seine est calme. De temps en temps passent les cygnes, les canards, les cormorans de plus en plus nombreux. Et les arbres verdissent.

Je commence ma journée, malgré ce lundi de Pâques, face à mon écran. Je sais, comme hier, que les appels ne cesseront pas et les mails se succéderont si vite.

Je voudrais que ça cesse. Mais étant réaliste, je me suis programmée pour durer. Les nouvelles laissent penser que nous ne sommes pas sortis d'affaire.

Hier j'ai pris un peu de temps pour fabriquer un masque maison. Ce n'est pas top, mais c'est déjà ça. Je prévois d'en fabriquer d'autres, lorsque j'aurai le temps.

C'est mon quotidien à présent, comme celui de tant d'autres. Mais il y a bien pire.

Le 19 avril

Les circonstances font qu'en effet c'est très tendu dans certaines familles et dans les lieux d'accueil des enfants protégés. Durant plus de 4 semaines cette question n'a pas ému grand monde. A présent, les hautes instances gouvernementales et les médias grand public sont sensibilisés. Mais comme toujours, s'émouvoir ne suffit pas. Il faut agir et les réponses ne vont pas de soi. C'est très en tension depuis le premier jour du confinement.

J'imaginai avant cette crise que ma fin de carrière allait s'achever en levant le pied pour décélérer. Mais je sais à présent que les prochains mois seront très difficiles et

qu'il me faudra rester mobilisée plus que jamais et jusqu'au bout.

Je sais aussi que les familles sans difficultés majeures, confinées en appartement avec de jeunes enfants ou des adolescents, connaissent cependant des tensions intrafamiliales que nous pouvons comprendre. Mon fils traverse cette période avec son épouse et ses deux petits enfants dans un appartement situé dans un quartier qui ne permet pas aisément la promenade. C'est vraiment une épreuve qui demande beaucoup de patience, de prendre sur soi.

Il y a sans doute un sens à tout cela que nous trouverons peut-être collectivement et individuellement. J'apprends encore de moi-même dans les moments les plus durs, c'est dire !

Cette fenêtre que tu m'offres par tes messages bienvenus m'ouvre sur la nature et m'apporte un peu de respiration. Cela me fait du bien.

Le 25 avril

Il est certain que toutes ces restrictions peuvent nous apparaître disproportionnées. Mais en ce qui me concerne, et tant que nous n'avons pas plus de certitudes à propos de ce satané virus, je pense qu'il faut rester prudent. Evidemment, la promiscuité des villes pose davantage problème que dans les campagnes. Et cela aurait pu être traité avec plus de nuances entre les zones à risques et celles qui à l'évidence le sont moins. Certes tout en restant prudent. Il me semble qu'à cet égard, le pouvoir est embarrassé au nom du principe d'égalité et des réactions que suscitent les traitements discriminants. La preuve pour les plus de 65 ans, les réactions n'ont pas

tardé. Mais il y aussi une autre réalité qui entre dans le champ de la santé, c'est le bien-être de chacun. Et là, il y a de quoi s'interroger. Il en est de plus en plus question. Et dans mon domaine, c'est un risque identifié depuis le premier jour du confinement. Nous avons de grandes inquiétudes quant aux effets sur la santé mentale des enfants et de leurs parents, pour les familles qui avant la crise n'allaient déjà pas bien, mais aussi pour des familles sans problème évident avant la crise mais dont les effets du confinement et de la peur de la maladie peut avoir des conséquences psychologiques importantes. Et il est impératif que les enfants confinés dans les appartements sortent chaque jour, ce n'est pas une tolérance mais une exigence.

Nous verrons bien. De grandes difficultés sont à venir. Gardons le moral !

Je suis enchantée lorsque je vois de plus en plus fréquemment des vols de colverts à proximité de mon balcon. Et quand j'entends les chants d'oiseaux durant la journée, et notamment un merle. C'est incroyable, ça change des bruits habituels. Et à ce moment-là, je mesure plus que jamais à quel point la ville nous éloigne de toutes ces merveilles et à quel point elle nous épuise. Mais peut-être c'est mon âge qui parle ...

Le 3 mai

Mon équipe et moi-même poursuivrons le télétravail, à l'exception de 2 professionnels qui ne peuvent travailler à distance. En Ile-de-France, vu le risque persistant, difficile de faire autrement. Malgré l'envie que ça cesse et de reprendre une vie plus sociale, c'est un acte citoyen, responsable et solidaire.

Certes, je me suis adaptée à la fin de cette 7ème semaine à cette drôle de vie confinée, et je suis bien heureuse, comme beaucoup d'autres, d'être reliée par l'ordinateur, le téléphone, la radio, la tv. Le son et l'image sont très rassurants et rompt cette impression d'isolement. Peut-être est-ce plus essentiel pour moi comme pour tous ceux qui vivent seuls.

Je me suis initiée à la couture pour fabriquer des masques en tissu, pour mon entourage et moi-même. Ce n'est guère habituel dans mes occupations, mais c'est une réelle satisfaction d'avoir réussi à en confectionner, en plus de m'avoir changé les idées, à défaut de m'occuper de mon jardin.

Le 10 mai

J-1. Nous avons tous de l'impatience à ce que la vie reprenne et en même temps de l'inquiétude. Ces 55 jours, ou 56 je ne compte plus, marqueront certainement nos vies.

Je n'ai pu mettre à profit ce temps pour lire, écouter de la musique ou regarder des séries (j'en suis assez fan lorsqu'elles ne sont pas violentes). Et comme tout le monde, j'ai songé à la suite. Et comme tout le monde, j'ai envie de changements. Dans la société et dans ma vie personnelle. Rien de révolutionnaire pour ce qui me concerne évidemment, mais aller plus dans le sens de ce qui me ferait plaisir.

Prendre le temps de regarder autour de moi, rassembler plus souvent les personnes que j'apprécie, être encore plus attentive à ma petite famille. C'est une redécouverte de ce que je savais déjà, mais la différence est que je suis

décidée à faire du tri dans mes priorités. Et m'éloigner bientôt de la ville et vivre au plus près de la nature.

Fallait-il cela pour réaliser à quel point notre vie perd parfois de son sens ? Et je comprends fort bien tes enfants qui projettent de vivre ailleurs, dans un environnement plus adapté à leurs aspirations.

Sans doute, d'autres en feront de même, quitte à changer de métier, à réduire leurs ambitions professionnelles, à changer leurs comportements consuméristes, à opter pour une vie plus simple mais tellement plus bienfaitrice.

Si la morale de cette drôle d'histoire pouvait être celle-là pour la plupart d'entre nous, alors c'est toute la société qui pourrait se transformer. Espérons-le.

J'espère que tu vas toujours aussi bien. A une prochaine fois, dans un monde en voie de déconfinement.

Anonyme

LE CONFINEMENT EN MECS, VU PAR LES JEUNES

Ils sont 8 jeunes, accompagnés au sein de la MECS de l'Institut Fernand Deligny de la Sauvegarde du Nord, à avoir vécu le confinement entre eux. Un confinement qui est arrivé de façon assez soudaine ! Surtout pour Nolwenn qui se préparait déjà à profiter d'un voyage scolaire, direction Barcelone ! Voyage qui aura duré 2h, avant que le car ne fasse demi-tour.

L'école, ils ont arrêté d'y aller mais ce n'était pas fini pour autant : **« tous les matins, il fallait se connecter à Pronote pour suivre des cours ou récupérer nos devoirs. Il y en avait beaucoup mais ce n'était pas plus difficile que d'habitude. On a un ordinateur mais on a aussi et 2 tablettes et 2 smartphones, qu'on nous a donné, ça été super pratique pour suivre les classes en ligne. »**

Une journée de confinement, après les devoirs, ce sont des moments collectifs, comme les ateliers cuisine, tous les deux jours environ. Parmi eux, il y a eu un atelier spécial, des cookies destinés aux soignants de l'hôpital Saint Vincent de Paul **« c'est là que je suis né, moi aussi, moi aussi ! »**. S'ils ont décidé cela **« c'est pour les remercier de tout ce qu'ils font, et leur donner du courage. Et on était pas obligé hein ! On l'a fait parce que c'était quelque chose de bien. Et puis Ils nous ont renvoyé une photo pour nous dire merci, c'était gentil. On l'a accroché là. »**

Il y a eu des moments de jeu aussi bien sûr. Des jeux de sociétés avec un certain succès pour les Mystères de Pékin et le Dixit et des jeux vidéo, vu qu'on a une PS4. Avec 2 manettes ! « **Du coup on peut jouer ensemble** ».

Et puis, on pouvait pas sortir mais on avait quand même le parc juste pour nous. Et la salle de sport aussi ! On a fait du foot, des parties de cache-cache et même une cabane. On était bien, on s'est même installé une petite piscine une fois. C'était long parce qu'il fallait la remplir avec des seaux et tout. Et ben quand on a fini, même pas une demi-heure après, il a commencé à pleuvoir. Alors qu'il a fait beau tout le temps ! On s'est occupé des animaux aussi, on a des poules (et un coq), des pigeons, des poissons et des phasmes.

Et puis on a regardé les informations, surtout au début. Après ils disaient toujours un peu la même chose. On a regardé le Président aussi, il a dit qu'on était en guerre !

Des professionnels, en plus du personnel éducatif, sont également intervenus pour proposer des activités un peu différentes. Des personnes connues des jeunes pour maintenir un lien et un climat de confiance. « **On s'est bien entendu, c'était sympa. Après c'est sûr que les copains nous manquent, on peut plus aller au foot, au judo, à l'escalade ! Même le collège ça manque.** »

Aujourd'hui, le déconfinement se met en place de façon progressive. « **On a encore le parc pour nous, et puis le collège n'a pas repris. Mais on peut sortir, on est allé se promener à la Citadelle, on a fait une balade à vélo de 4h, c'était super. Ça manquait un peu quand même de bouger. Là, on va aller à Phalempin faire une sortie le soir. On a fait une cabane la dernière fois, trop bien.** »

« Je sais que ça a fait 2 mois mais c'est passé beaucoup plus vite. Quand on est à l'école, on écrit la date tous les jours. Là des fois, on ne savait plus trop quel jour on était. C'était un peu comme des vacances mais sans pouvoir sortir. Et avec des devoirs. Mais on a pas eu peur de l'attraper. Au début un peu mais après ils ont dit que c'était bon pour les enfants, alors ça nous a rassuré. »

Et puis, désormais, il est possible de reprendre les visites (les visites familiales), petit à petit.

Les enfants de la MECS de l'Institut Fernand Deligny de la Sauvegarde du Nord

MERCI AUX TRAVAILLEURS SOCIAUX

Voici un message de remerciement adressé à l'une des équipes de la SPReNe qui en dit long sur l'investissement des professionnels qui ont continué à intervenir dans la protection des enfants pendant et malgré la crise sanitaire et qui atteste de la reconnaissance qu'ils mériteraient de recevoir...

« Mon mari et moi-même tenons à vous remercier de l'accueil chaleureux que vous nous avez réservé sur votre site de Merville ce qui nous a également permis de vous connaître.

Nous avons été très touchés par le temps que vous nous avez consacré, qui ne fait que refléter la passion que vous avez pour votre métier...

...Je tenais donc à vous renouveler tous nos remerciements et nos félicitations, car vous avez toujours été au front, vos portes ont toujours été ouvertes... alors que chez vous il n'y pas de posologie, pas d'antalgique etc. Vous n'avez travaillé qu'avec le COEUR... alors je regrette et déplore une chose aujourd'hui c'est qu'on n'en parle pas, mais sachez que si vous êtes restés dans l'ombre tout en exerçant votre travail pendant ce confinement, vous avez apporté beaucoup de lumière, car pendant que le corps médical sauvait des vies...

VOUS, VOUS AVEZ EVITE BEAUCOUP DE DRAMES et cela doit être souligné.

J'espère malgré tout, que notre petit investissement chez vous, pour le bien des enfants vous sera bénéfique, car comme je le dis souvent, les enfants d'aujourd'hui sont les adultes de demain... donc les témoins des actions de notre vie.

ENCORE BRAVO A VOUS TOUS ».

Des bénévoles

BRAVO POUR VOTRE DEVOUEMENT

Je me permets de vous livrer quelques réflexions sur le déroulement du déconfinement pour notre MECS qui accueille 25 enfants de 6 à 16 ans.

Le confinement a été prolongé de trois semaines pour eux.

En effet, nous avons reçu une directive départementale indiquant le protocole à suivre pour la reprise de contact entre les enfants et leurs familles qu'ils n'ont pas vu depuis 2 mois et demi maintenant.

C'est clairement un déni de droits des usagers. Comment imaginer que le déconfinement est autorisé pour n'importe quel citoyen depuis le 11 mai hormis pour les enfants placés et leurs familles. Il apparaît pour certains d'entre eux aberrant et discriminant de constater, dans un département peu touché par le Covid-19, la possibilité pour un voisin, un ami, un parent d'organiser des rendez-vous conviviaux de 10 personnes pendant qu'eux ne pourraient pas se voir dans l'intimité de leur foyer familial. Et je ne parle pas de l'injonction d'un retour à la scolarité...C'est aussi un déficit de confiance des professionnels qui font preuve d'un dévouement et d'un sens des responsabilités remarquable depuis plus de deux mois. En effet, nous nous sommes longuement

questionnés en équipe pour évaluer l'opportunité des retours en famille et nous pensons qu'il est possible d'envisager pour certains enfants des droits de visite au domicile sur quelques jours. Nous mesurons, comme depuis le premier jour du confinement, le risque majeur d'aller et venue des enfants. Nous pensons qu'il en va du bien être psychique de certains enfants qui nous sont confiés.

Les situations individuelles guident nos réflexions en lien avec la capacité de chaque parent à mesurer les enjeux actuels de santé publique. Nous comptons également sur la responsabilité des enfants qui ont appris pendant deux mois la nécessité du respect des gestes barrières.

Toutefois, nous nous sommes conformés aux directives départementales pour organiser des visites aux modalités quasi carcérales sur site ou dans les services de milieu ouvert référents.

Dernière réflexion toute personnelle, qui m'amène à penser qu'on est dans une logique de double peine et de paradoxe.

Le système de la protection de l'enfance argumente ses décisions actuelles sur l'incompétence supposée des familles alors qu'elle demande constamment aux acteurs de terrain de faire émerger leurs compétences.

Anonyme

MON CONFINEMENT AU DITEP, PAR THIMOTHÉE

Les accompagnements des enfants accueillis au sein des dispositifs ITEP ont été profondément impactés. La très grande majorité des enfants ont vécu le confinement au sein de leur domicile, avec un contact quotidien assuré par les professionnels. Pour certaines situations, des temps de repli ont été organisés afin de faire respirer jeune et famille. Thimothée est lui resté au sein du DITEP du Douaisis de la Sauvegarde du Nord, et ce fut un moment agréable et important pour lui !

Comment as-tu vécu le confinement à l'ITEP ?

Au début, ça a été difficile parce que je n'avais pas envie de travailler et je faisais beaucoup de crises. Les éducateurs se sont occupés de moi pour m'aider à progresser. Nous avons beaucoup parlé pour m'aider à comprendre pourquoi je m'énervais et pourquoi j'étais en colère. Je ne voulais pas travailler parce que je trouvais cela trop dur. Petit à petit, j'ai réussi à travailler de plus en plus longtemps sans m'énerver et je me suis rendu compte que je progressais.

Tu faisais quoi pendant la journée ?

Le matin, de 9 heures à 12 heures, je travaillais avec les éducateurs sur des fiches de travail et l'après-midi nous faisons plutôt des activités de détente ou de sport. Avec l'ITEP, nous avons un jardin-potager juste à côté, et j'ai

pu bien m'investir afin de réaménager et entretenir le jardin. Jardiner me détend et me fait du bien. J'ai déjà pu profiter des premières récoltes de fraises et de radis qu'Arnaud nous a cuisiné.

Qu'est-ce que tu as apprécié dans ce confinement et dans cette différence par rapport à d'habitude ?

Être tout seul, sans les autres enfants, ça m'a fait du bien. J'ai du mal à ne pas m'énerver quand je suis avec les autres enfants de l'ITEP. Les adultes étaient plus disponibles et ils pouvaient prendre le temps avec moi quand ça n'allait pas, pour discuter.

Un dernier mot, pour finir ?

Merci aux éducateurs pour m'avoir aidé et pour avoir été présent pour moi.

Thimothée

LETTRE OUVERTE ET RÉPONSE ATTENDUE OU SEULEMENT ESPÉRÉE...

Le confinement

Jeudi 12 mars, jeunes et éducateurs écoutent l'allocution présidentielle, comme bien d'autres français. La messe est dite : dès le lundi 16 mars toutes les écoles, restaurants, bars, cinémas, clubs sportifs de France et de Navarre ferment leurs portes. Un confinement de 15 jours commence. Certains sont sidérés, d'autres sont contents, plus d'école, génial.

Vendredi 13 mars, les jeunes vaqueront à leurs activités habituelles, et le soir ils rentreront sur leur lieu de vie sans pouvoir en sortir durant 15 jours, pensent-ils alors. Personne n'imaginait que cela durerait 8 semaines.

Rapidement, ensemble, jeunes, éducateurs, équipe de direction, agents techniques, nous avons dû nous réinventer, changer nos pratiques, bricoler, réajuster nos discours, notre parole.

Notre institution a opté pour un fonctionnement en mode dit « vacances ». Cela allait de soi. Pour autant, aucune sortie à l'extérieur ne serait dorénavant autorisée. Le confinement oblige. Le repli, la vie en autarcie....

Dès le vendredi 13 mars, des jeux de sociétés, des produits pour confectionner des gels hydroalcooliques et

des réserves alimentaires ont été achetés par notre direction. Comme tout le monde, nous nous sommes organisés du mieux possible. Puis, est venu le temps des discours, des échanges avec les jeunes pour leur expliquer les nouvelles habitudes à adopter, et surtout les rassurer du mieux que nous pouvions face à un virus qui allait mettre à genoux nos sociétés ultra-libérales et autres.

Certains sont sidérés, sont dans l'incompréhension totale, d'autres ont peur, d'autres commencent à se replier sur soi, insidieusement.

La distanciation spatiale, sociale se met en place. Plus d'embrassades, plus d'accolades, plus de mains serrées. Un mètre.

Certains en rigolent et font semblant d'éternuer (ce sont des ados, des enfants encore), d'autres commencent à ouvrir les portes avec la manche tirée pour ne pas être en contact avec les poignées de porte et donc le virus, « on ne sait jamais ».

Plus de repas collectifs, plus autant de jeunes dans le bureau, distanciation oblige.

Plus de déplacement extérieur, sauf urgence, plus de course, plus de cinéma, de bowling, de quartier libre, jargon éducatif, plus de liberté. Le temps des habitudes, du train-train quotidien s'en est allé, une nouvelle vie commence et doit s'organiser de l'intérieur de la MECS. En bruit de fond, à l'heure des infos, jeunes et éducateurs écoutent les chiffres des morts qui augmentent en France et dans le monde entier.

Sidération, peur, incompréhension...

Les éducateurs se transforment en « désinfecteurs ». Nettoyage des locaux toutes les 3 heures, tout en restant vigilant à nettoyer quand trop de jeunes ou adultes au bureau. « **On ne sait jamais** ».

Les éducateurs s'improvisent professeurs. 10 jeunes, 10 niveaux scolaires différents. 1 éducateur le matin et 2 en après-midi. Un référent de scolarité. Une connexion internet loin d'être de compétition. Nous nous organisons.

Des temps de renforts sont très vite mis en place pour suppléer les équipes et accompagner du mieux possible les jeunes « enfermés ». Mais cela augmente alors le nombre de vecteur potentiel de la maladie, entendrons-nous. Pas de masque. Mot d'ordre, se faire confiance. Construire ensemble, pour eux, pour nous, pour «Tenir». Les jeunes vivront alors en vase clos. Seuls les adultes sortiront du centre éducatif, eux resteront pour 2 mois enfermés dans leur lieu de vie.

Plus de course en extérieur, nous sommes rationnés. Une distribution alimentaire s'effectuera tous les vendredis soir. Nous nous autoriserons à aller faire des courses d'appoint et de plaisir, une fois par semaine. Un ou deux petits plaisirs par jeune, à condition de les trouver. Magasins dévalisés ne l'oublions pas. Ils ne râlent pas pour autant, acceptent leur sort, nous font confiance.

Pas de masque, et des chiffres qui glacent. Un soir, le mardi 31 mars, il est 21h, 2 jeunes travaillent leur devoir au bureau. Distanciation spatiale ! Pas toujours. Nous ne sommes pas des robots, ni du personnel soignant, quoi que. Un autre jeune vient d'écouter les chiffres du jours. 499 morts ce soir, nous annonce-t-il alors, tout en traversant le bureau pour rejoindre les copains au salon.

Un des jeunes s'arrête net, il est décomposé, son regard est triste ? Non, il est sous le choc. Les chiffres ne cessent de monter et les peurs qui s'en suivent.

Le temps passe, aucun malade sur les lieux d'hébergement. Ni jeunes, ni professionnels. Épargnés, sommes-nous ?

Certains jeunes, et à juste titre, renverrons aux adultes, que la maladie ne pourra venir que d'eux. Ils ne nous rejettent pas pour autant. Une note de service adressée aux professionnels leur demandant d'être des plus responsables et des plus vigilants à l'extérieur est lue aux jeunes. Ils peuvent ne pas nous croire, mais ils semblent nous faire confiance.

Des activités se mettent très vite en place, toutes autres que celles que nous avons l'habitude de faire. Match de foot, de volley-ball, tournoi de pétanque, atelier vélo, confection de tawashi, etc. improvisation. Un nouveau mode de cuisson s'installe de manière durable, le barbecue. Grande tablée, et distanciation aux oubliettes. Après tout, cela fait 1 mois qu'ils sont enfermés et toujours pas de malades. Épargnés de nouveau, mais toujours pas de masque et jamais nous n'entendons parler des jeunes qui vivent dans ces MAISONS d'Enfants à Caractère Social et des équipes qui les accompagnent tant bien que mal. Les oubliés de la société...parmi tant d'autres.

Le temps passe, avec un rythme de croisière qui s'installe inlassablement. Les jeunes tiennent le coup, s'organisent ensemble, avec l'équipe pluridisciplinaire au sens élargis du terme. Le temps est suspendu, même s'il devient de plus en plus long pour certains. Ils ne se plaignent pas

pour autant. La connivence, la confiance, le faire, avec, ensemble, les maîtres mots...

Plus de rythme scolaire, des décrochages, un arrêt de toutes les démarches administratives, des projets professionnels et de vie mis en attente, en suspend. Des rêves « mauvais » refont surface. Ils tiennent le coup, acceptent leur sort, nous font confiance. Une vraie solidarité est au rendez-vous.

Les professionnels s'engagent, se mobilisent du mieux qui le peuvent. Et eux... ils sont là aux rendez-vous, nous donnent envie de continuer, de faire pour eux. Les rassurer, les rassurer, les rassurer et encore les rassurer.

Ah tiens, personne ne parle de nous, de nos jeunes dans les médias. Les oubliés sommes-nous. Pas de panique, ils ont tellement l'habitude. Nous avons tellement l'habitude, nous aussi. Les abandonnés.

En bruit de fond, des peurs ravivées, insidieuses, des interrogations, des incompréhensions, la fatigue et pourtant en façade des sourires, une vie particulière, singulière qui continuent, jours après jours.

Il faut tenir.

Ensemble, nous faisons face, dans notre microcosme « idyllique », avec nos outils, nos idées, nos créativité. Comme à notre habitude.

Le déconfinement

Lundi 11 mai, ça y est, nous pouvons de nouveau sortir, selon les mots d'ordre du gouvernement. L'économie a été assez à l'arrêt. Mais où, comment, avec quels moyens? Des masques arrivent enfin. Il était temps. Mais

comment les porter, leur faire comprendre la nécessité de les mettre. Sont-ils fiables, adaptés...

Maintenant, il faut prendre leur température matin et soir. Les angoisses sont ravivées. Nous ne sommes pas malades !!!! et nous, éducateurs nous ne sommes pas soignants, encore une fois, quoi que. Un climat plus anxigène s'installe. Et pourtant, ils tiennent encore et nous aussi, tant que nous pouvons....

Continuer à nettoyer, récurer les locaux. Il faut porter le masque au quotidien. Des masques réutilisables, lavables. Mais comment faire tout cela de manière la plus sûre possible.

Comment vérifier que tel ou tel jeune a utilisé son masque 4 heures et lui dire d'aller le laver à 60° et d'en mettre un autre. Impossible bien évidemment. 24 jeunes sur le site, de tout âge....

La distanciation spatiale est de nouveau au goût du jour, plus drastique alors. Les regroupements ne sont plus possibles, plus de foot à 15 sur le terrain. Il faut tout désinfecter, ballon, raquette de ping-pong, stylo. Impossible à tenir au quotidien. Les échanges entre unité sont interdits, sauf avec le masque, sur les espaces extérieurs et sous surveillance éducative. 24 jeunes, peu d'encadrant. Des accompagnements qui reprennent et donc des sorties à l'extérieur. Impossible d'être au rendez-vous.

Les jeunes s'impatientent, l'école, les stages, les quartiers libres, quand ? Ils veulent sortir, revoir leurs amis, leur famille. Ils veulent respirer de leur lieu de confinement, d'isolement, d'enfermement. Ils veulent de nouveau être libre. Les tensions montent, la colère avec.

C'était bien le confinement.

Nous avançons par étapes, avec du bon sens, le meilleur soit-il, nous n'attendons pas des directives venant des hautes sphères de grattes papier qui n'ont même pas conscience de ce qui se joue sur le terrain de la vraie vie. Déconnexion totale. Nous avons l'habitude.

La vie du quotidien, pas celle qui devrait « être » selon des normes imposées par des théoriciens, bien-pensant. La vie de tous les jours, des nouveaux jours de dessinent, de nouvelles règles.

Le virus continue à nous côtoyer, attention, il n'a pas disparu. Il va falloir redoubler de vigilance.

Prendre les transports en commun avec le masque, en se lavant les mains avec du gel magique. Repartir à l'école, mais toujours pas de directives. Tout le monde s'organise comme il peut. Reprendre leurs habitudes, leurs rythmes d'antan. Non, pas vraiment. Car voilà tout à changer, ressortir en extérieur ne signifie pas l'insouciance, la liberté de mouvement, il y a des règles nouvelles et il faut les intégrer.

Premier baptême du feu. Retourner faire les courses. Le masque, toujours le masque, respecter la distanciation spatiale, un mètre de nouveau. Mais plus sur le centre, avec nos autres congénères qui eux aussi ont vécu le confinement.

Nous martelons les règles à tenir, et nous sortons avec eux. Nous prenons les véhicules de services, masqués de nos protections. Surprise, tout le monde n'a pas le masque. Certains veulent l'enlever mais d'autres comprennent cette nécessité. Ils se substituent alors à la

parole éducative. Ils prennent en main ceux qui ne veulent pas de ses règles ou qui ne peuvent l'appliquer. Solidarité, échange, transmission des bonnes pratiques.

Un jeune reprend le chemin du travail, il est apprenti en maçonnerie. Il devient témoin de ce qui se passe à l'extérieur. Il part avec son masque, prend les transports en commun, revient au centre, change de vêtement, passe à la douche. Ils comprennent. Demain, un autre jeune repart à l'école. Il a peur de ramener la maladie au centre. Le rassurer, les rassurer.

De nouveau, nous nous organisons ensemble, bien loin de la bien-pensance, moralisatrice et totalement déconnectée de la vraie vie réelle.

Nous sommes habitués.

Et pourtant, ras le bol de courber systématiquement l'échine, d'accepter à tout va des directives inapplicables. Nous sommes de nouveau les oubliés, les abandonnés. Ils nous prennent pour des robots, des bons agents sans cervelles, et sans bon sens. De bons petits soldats, ah oui nous sommes en guerre, paraît-il...

Nous n'avons pas attendus leur soi-disant « bonnes pratiques ».

N'oublions pas, nous travaillons avec de l'humain, pas avec des machines. Il y a des sentiments, des ressentis, des peurs, des angoisses, des spontanités, la vie quoi...

A quand la reconnaissance de notre travail, à leur reconnaissance. Redonner ses lettres de noblesses à ces métiers de l'humain, ces métiers de la relation et non de la distanciation.

Cette crise, n'a fait que nous rappeler la face cachée de l'iceberg. Un sentiment d'abandon et de rejet qui nous

accompagnent depuis tant d'années. La protection de l'enfance, fait partie des laissés pour compte. Elle est invisible. Elle n'existe que lorsqu'un drame survient dans les faits divers des médias.

Dysfonctionnent, maltraitance, incompétence sont martelés à qui veut bien les entendre. Empathie, aucune, nous sommes des incompétents, point barre.

Et pourtant, durant toutes ces semaines, nous sommes allés ensemble au charbon, avec eux, nous avons pratiqué notre travail, comme à notre habitude, avec conviction et confiance. Pourtant peu de moyens, peu d'infos, du bidouillage et des protocoles inapplicables. Nous nous sommes attelés à les mettre en pratiques, non que nous soyons de bons petits soldats dénués de toutes réflexions, mais pour eux, pour les mettre à l'abri, pour qu'ils ne soient pas oubliés encore une fois. Pour les PROTÉGER. N'est-ce pas notre mission. PROTECTION de l'enfance.

La société, nos gouvernements successifs nous taxent de fainéants, les taxes d'incassables, de « casos ». Après tout, ils coûtent plus chère qu'ils ne rapportent, n'est-ce pas de cela dont il s'agit dans une société du profit. N'ayons pas peur des peurs des mots, dehors la langue de bois.

Protocole, norme, temporalité réduite, rationalisation, productivité, financements qui s'amenuisent de plus en plus en peau de chagrin. Usure professionnelle au final, perte de sens... Faire plus avec moins. Tiens cela nous rappelle ce que la fonction hospitalière vit depuis tant d'années. Comment prendre soin si nous n'avons plus des moyens dignes de ce nom. Cette crise n'a fait que raviver des inégalités depuis tant d'années installées, ancrées. Et pourtant, nous aussi nous étions là, nous

avons continué à travailler avec nos petits moyens humains, à nous rendre sur leurs lieux de vie.

Nous ne demandons pas la lune, juste de la reconnaissance pour travailler avec apaisement et bienveillance et accompagner dignement ces autres, nos alter ego, ses êtres en souffrance.

Plus d'outils, plus de moyens humains, plus de trésoreries, non pour se la couler douce, NON, pour redonner vie à nos lieux de vie et leur redonner le sourire à eux, les oubliés de la société.

Utopie sans doute, et pourquoi pas. Qui pensait qu'une entité invisible, intouchable, inodore allait terrasser une grande partie de la planète. Et encore nous sommes loin de connaître la vérité, la magie de la biologie, de la biodiversité.

Le déconfinement et l'heure du bilan.

Une crise économique pointe le bout de son nez. Allons-nous encore payer les pots cassés, déjà nous avons peu alors que penser des jours sombres à venir.

Des protocoles encore et encore... la colère monte....

Mais attention, il y aura toujours des oubliés, des abandonnés, des vies à accompagner vers un ailleurs que nous espérons bien moins sombres pour eux. La colère gronde....

Quelle est votre réponse ? Quel est votre retour à tout cela ?

Ne nous pondez pas des directives de 40 pages illisibles, inapplicables, donnez-nous de vrais moyens et de l'espoir alors pour faire enfin notre travail de la manière la plus

digne et bienveillante qu'elle soit. Autrement, nous allons continuer à nous épuiser, à perdre le sens profond de notre mission première, protection de l'enfance, je le répète, et abandonner le bateau, avec toute la culpabilité que les professionnels de terrain peuvent ressentir alors.

A quand des tables rondes d'élaboration, de réflexion, de batailles à mener ensemble et non chacun de son côté et surtout des directives sorties du panier, totalement indécentes et déconnectées de la vraie pratique du quotidien.

Arrêtez vos injonctions paradoxales, schizophréniques qui font plus de mal que de bien. Écoutez-nous, écoutez-les enfin.

Lettre ouverte et droit de réponse attendue ou seulement espérée...

PS: je voudrais remercier tous mes collègues et tous les jeunes avec qui j'ai passé cette épreuve. Merci à notre direction de terrain qui ne s'est pas mise en télétravail, qui était là, présente et qui nous a accompagné durant toutes ses semaines, qui continue à se questionner sur nos conditions de travail et souhaite des jours meilleurs. Nous n'avons certes pas toujours été d'accord, parfois en conflit même, les éducateurs sont des râleurs, des mauvais élèves, mais durant ce confinement une solidarité énorme s'est mise en place, des échanges, des discussions, de la co-construction, de la coopération. N'oublions pas tous ces moments qui nous ont permis d'avancer ensemble et de la manière la plus apaisée. Et pour qui au final, pour eux, pour ses jeunes qui sont notre leitmotiv.

Anonyme

LE CONFINEMENT, ET APRÈS ?

Le confinement général, sans même être nommé mais annoncé comme une déclaration de guerre par le Président de la République, a plongé chacun d'entre nous dans une sidération totale. Souvenons-nous de ces premiers jours vécus comme une réalité irréelle parce qu'incroyable, une réalité qui a rattrapé notre pays alors que les pays d'Asie nous semblaient bien lointains, et que l'Italie déjà plongée dans la crise nous semblait (bien vite) peu à même de faire face.

Nous n'oublierons pas, dans les heures qui ont précédé la mise en confinement, les premières et longues files d'attente devant les commerces alimentaires, la précipitation de beaucoup d'entre nous pour constituer des provisions, parfois démesurées, par précaution, craignant d'être interdits de sortie, d'être retenus chez soi pour un temps sans fin.

Et sans transition, du jour au lendemain, nous nous sommes presque tous figés. Pas de bruit dans les rues, pas de mouvement de voitures ou de foules, que de rares passants s'aventurant brièvement dans un périmètre limité. Un silence que seuls les oiseaux se permettaient d'interrompre. Et les jours d'après, la sensation pour les citadins des grandes villes, et particulièrement de la capitale, de mieux respirer, de voir la vraie couleur du ciel

le jour et la nuit. Plus chanceux étaient ceux qui vivaient en dehors des villes ou ceux qui avaient pu s'en échapper. Et s'installait une singulière impression de temps suspendu, de vie au ralenti.

Et le virus, cet inconnu de tous les éminents experts du sanitaire, est devenu familier tant il occupait les médias et nos esprits. Malmenant le monde entier, il démontrait qu'il pouvait provoquer bien plus qu'une « grippette » et que nous n'étions pas égaux face à lui. Potentiellement plus dangereux pour les plus fragiles, surtout les plus âgés d'entre nous. Epargnant les enfants, mais pas les adultes à leur contact qui s'en sont méfiés.

Notre impuissance à le combattre, parce que peu armés, imposait la défense avec les gestes barrières. Ils ont été bien vite intégrés par tous, à la surprise générale. Tous les habitants du pays, à quelques exceptions, s'y sont soumis contredisant ainsi la légendaire réputation de leur indiscipline.

Les images et témoignages nous laissaient stupéfaits. Des malades transportés en train, des hôpitaux de fortune, des services débordants de patients et des couloirs encombrés, des soignants épuisés devenus si populaires et salués.

Et d'autres, sur un autre front, les « petits boulots » continuaient d'assurer l'essentiel de notre quotidien, honorés comme des héros et salués comme jamais. Et en fin de journée le rendez-vous avec les plus hautes autorités sanitaires pour rendre compte du bilan des entrées et des admis en réanimation, des sorties des guéris et de ceux décédés.

Ce contexte d'urgence sanitaire a produit de l'anxiété, de la douleur, de la peur, de l'isolement. Mais il a suscité aussi des élans de solidarité, de la créativité, des adaptations inattendues dans le travail, l'usage du numérique ou dans la vie quotidienne. Ce constat fait partout dans le pays, me ramène à la protection de l'enfance.

Pour cette politique publique si méconnue et souvent décriée, il y a lieu de reconnaître que beaucoup de professionnels éducatifs, et notamment associatifs, sont restés au chevet des enfants qu'il importait de continuer de protéger. Comme d'autres professionnels ont continué d'accomplir leur mission auprès des plus vulnérables, dans les EHPAD ou dans des structures d'accueil de personnes handicapées ou en difficulté d'insertion. Malgré l'absence d'équipements, et notamment de gel et de masques, la plupart n'ont pas déserté.

Dans les maisons d'enfants, dans les lieux de vie, en familles d'accueil, ils ont poursuivi leur mission auprès des enfants. Comme tous les professionnels sous-équipés, ils avaient peur d'être contaminés. Quelques-uns l'ont été, et peu d'enfants heureusement ont contracté la maladie. Ces professionnels ont dû redoubler de vigilance et appliquer strictement les gestes barrières. Plus encore, ils ont été toutes les journées durant auprès des enfants, tantôt éducateurs spécialisés, tantôt enseignants, tantôt animateurs, nécessairement rassurants.

Pour les professionnels intervenant habituellement à domicile au titre de la protection de l'enfance, la question du maintien de l'activité en présentiel était plus délicate. Surtout par défaut d'équipement, et à cet égard l'absence

de masques a été un véritable frein à la poursuite des visites, et dans certains cas, ce sont les familles qui ont été rétives à ouvrir leur porte. Et pourtant, quand il le fallait, pour les plus petits exposés à un danger potentiel, pour ceux qui laissaient penser qu'ils étaient exposés à un danger ou que la situation intrafamiliale se dégradait à leur détriment, des professionnels ont accepté d'y aller en dépit des risques sanitaires qu'ils encouraient.

Tous ceux-ci méritaient si ce n'est des applaudissements, **a minima** la reconnaissance des pouvoirs publics pour avoir tenu la seconde ligne de front. Et pourtant, aucun propos public ne les a salués. Certes, dans un discours présidentiel, il fut question des travailleurs sociaux mais sans distinction des professionnels de la protection de l'enfance. D'ailleurs, ils ont été totalement omis du bénéfice de la prime Covid ce qui témoigne, une fois de plus, du peu de cas accordé à leur mission. Ou pire, à moins que ce ne soit le peu de cas accordé aux enfants relevant de la protection de l'enfance. C'est une ancienne interrogation qui aujourd'hui est plus que jamais d'actualité.

Bien sûr, les professionnels de la protection de l'enfance ne sont pas des héros. Ils n'ont fait qu'accomplir leur mission dans les circonstances du confinement. Ils ont fait au mieux, parfois faisant preuve d'abnégation, ou parfois aussi avec moins de réussite et des réticences. Mais comme tous, ils ont rêvé d'un autre monde.

Nous avons tous cru qu'après avoir vécu ce moment si incroyable, nous en sortirions transformés, que le monde d'après serait différent. Puis nous avons redouté le déconfinement, bien que très progressif. Le monde

extérieur est apparu à hauts risques au contact des autres. La distance physique est devenue sociale. Et pourtant, ce moment de liberté était tant attendu. Nous pensions fêter collectivement la libération. Mais mesures de restriction obligent, nous avons remis cela à plus tard.

A présent, nous sortons (peut-être pas définitivement) de cette étrange période. Nous sommes en convalescence. Nous nous remettons à vivre, presque comme avant, les uns pas trop pressés, les autres sans retenue. Et ces derniers jours, l'actualité nous ramène à des réalités que nous connaissions dans le monde d'avant. Nous partageons certainement encore l'envie d'un monde nouveau.

Les enfants de la protection de l'enfance vont retourner à l'école, et c'est heureux. Puis ils seront en vacances, les uns plus loin que les autres de leur famille ou de leur lieu d'accueil. L'important est que, comme tous les enfants, ils reprennent le cours normal de leur vie d'enfant.

Anonyme

SOMMAIRE

- 2 Avant -propos
- 3 Mon confinement
- 6 Message d'une directrice adjointe à ses proches
- 8 « Faire nation »
- 17 Lettre d'une oubliée
- 20 Tout a changé et rien ne change
- 27 Nous, travailleurs sociaux
- 29 Notre quotidien à l'épreuve
- 31 Journal de bord
- 36 Aux côtés de nos « oubliés »
- 38 Lettre à Adrien Taquet
- 40 Le journal de confinement de Lionel Tillieu
- 45 Derrière les masques
- 51 Coups de blues
- 54 Lettre à Jacques Toubon
- 57 Compilation
- 60 Retour de confinement
- 67 Rester présents quand tout s'arrête
- 69 Chers professeurs
- 73 Correspondances pendant le confinement
- 79 Le confinement en MECS, vu par les jeunes
- 82 Merci aux travailleurs sociaux
- 84 Bravo pour votre dévouement
- 86 Mon confinement au DITEP, par Thimothée
- 88 Lettre ouverte et réponse attendue ou seulement espérée
- 99 Le confinement, et après ?

Créée en **1948**, la CNAPE est une fédération nationale dans le domaine de la protection de l'enfant, qui regroupe **130 associations, 13 fédérations et mouvements**, des personnes qualifiées et une association nationale d'usagers.

Ce sont près de **8 000 bénévoles** et **28 000 professionnels** qui accueillent chaque année plus de **280 000 enfants, adolescents et jeunes adultes** en difficulté.

L'action de la CNAPE s'inscrit dans le respect de la Convention internationale des droits de l'enfant et dans le cadre des politiques publiques relatives à l'enfance et à la jeunesse.

Les champs d'intervention de la CNAPE concernent la prévention, la protection de l'enfance, la justice pénale des mineurs, l'enfance et la jeunesse en situation de handicap et de vulnérabilité, la jeunesse confrontée à des difficultés d'insertion. Ils portent également sur l'environnement des enfants et des jeunes qui peut influencer sur leur développement et leur bien-être, comme par exemple, l'accompagnement des familles.

S'appuyant sur l'expérience et le savoir-faire de ses adhérents, la CNAPE est leur porte-parole et les représente auprès des pouvoirs publics.

Force de propositions, elle s'engage activement dans le débat public.

La CNAPE est reconnue d'utilité publique par décret du 17 septembre 1982.



118 rue du Château des Rentiers 75013 Paris
Tél. : 01 45 83 50 60 - Email : contact@cnape.fr
www.cnape.fr